

***l'Anti*capitaliste**

n°565 | 22 avril 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

FACE À UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES PLUS RICHES



MOBILISÉ·E·S

CONTRE

LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

ET POUR NOS DROITS SOCIAUX

Dossier

**EN FINIR AVEC
LA CATASTROPHE
SANITAIRE À L'ÉCOLE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**L'impatse des tambouilles
pseudo-unitaires**

Page 2

PREMIER PLAN

Covid-19: 100000 morts

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Birmanie: Total continue
de financer la junte**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Danièle Linhart,
sociologue du travail**

Page 12



édito

Par HENRI WILNO

L'impasse des tambouilles pseudo-unitaires

« Ils sont venus, ils sont tous là » a dû se dire avec satisfaction Yannick Jadot au début de la réunion de la « gauche » qu'il avait organisée le samedi 17 avril dernier. Effectivement, des ex-macronistes à La France insoumise en passant par le PS, Anne Hidalgo, Benoît Hamon, Europe écologie-Les Verts, le PCF, tout le monde de la « gauche » institutionnelle était représenté.

Avec des arrière-pensées diverses. L'objectif de Jadot est de court-circuiter les primaires des Verts et de s'imposer comme candidat à la présidentielle. Le PS veut faire pression pour aboutir à un accord avec les Verts. Pour le PCF, l'essentiel est de préparer les législatives afin de sauver ses députés quel que soit l'avenir de sa candidature à la présidentielle. Quant à la FI, ils ont répété que la fusée Mélenchon a déjà décollé et, plus justement, fait quelques rappels sur la politique macroniste.

Du coup, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, a parlé avec quelque mépris de « ceux qui étaient simplement venus réclamer des combats communs, notamment contre les objectifs du gouvernement comme l'assurance chômage, les retraites, les libertés publiques ». « Simplement des combats communs » ? Si ce genre de réunion servait à quelque chose, ce serait justement à contribuer à un plan d'action contre la catastrophe sanitaire et sociale ! Mais visiblement, ce n'était pas la préoccupation principale...

Il ne peut rien sortir d'une recherche d'unité sur une base réduite à « tout sauf Macron et l'extrême droite ». Dans le climat de démoralisation et de difficultés des ripostes (luttés d'entreprises, combats démocratiques, actions de solidarité), deux écueils guettent la « gauche de la gauche ». D'abord, l'unitarisme en cautionnant avec plus ou moins de recul des combinaisons politiciennes parées d'oripeaux de la « société civile » ou de discours creux sur le « monde d'après ». Ensuite, la simple affirmation de positions révolutionnaires qui peut d'ailleurs correspondre à des analyses opposées selon que l'on pense, soit qu'une nouvelle génération révolutionnaire massive est en train de percer, soit au contraire, comme Lutte ouvrière, que la situation est très mauvaise. Dans la période qui vient, il s'agit d'être unitaire tout en martelant la nécessité d'un affrontement avec l'État et la classe dominante mais sans croire que cela emporte, indépendamment de leur expérience concrète, la conviction de « ceux d'en bas ». Concernant la présidentielle, le NPA sera bien présent dans la campagne, et en déterminera démocratiquement, d'ici l'été, les modalités (profil, candidature, campagne).

BIEN DIT

Être fanatique, aujourd'hui, c'est croire que le compromis social-démocrate est en mesure de faire face aux enjeux climatiques. Être doux rêveur, aujourd'hui, c'est croire qu'on stoppera « l'innovation financière » par une succession de « mesures ». Le pragmatisme oblige à aligner deux idées de manière logique : empêcher le système terrestre de dérailler et, par suite, rendre la vie vivable au plus grand nombre, c'est faire la révolution.

JOSEPH ANDRAS (écrivain), Mediapart, 20 avril 2021.

À la Une

FACE À UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES PLUS RICHES

MobiliséEs contre la réforme de l'assurance chômage et pour nos droits sociaux

Rendez-vous a été donné dans la rue vendredi 23 avril, au côté en particulier du secteur de la culture, d'abord pour abroger la contre-réforme de l'assurance chômage, mais aussi pour défendre l'emploi, contre les licenciements, les suppressions de postes et la précarité, dans un contexte où le gouvernement entend accentuer ses politiques en faveur des plus riches.

Comme le dévoilent les associations Attac et Oxfam dans un rapport qui vient d'être publié, la fortune des déjà riches explose tous les records depuis le début de la crise sanitaire. À l'échelle de la planète, la fortune des 20 personnes les plus riches a augmenté de 62 %, celle des milliardaires français de 170 milliards d'euros, soit une hausse moyenne de 40 % !

«Quoi qu'il en coûte» ?

Alors que la majorité subit les conséquences de la crise économique due au Covid (pertes d'emploi, chômage partiel...), notre beau pays compte quatre milliardaires de plus, dont le fondateur du laboratoire Moderna qui fournit un des vaccins les plus utilisés contre la pandémie. Un virus dramatique qui est donc une bonne affaire pour certains... Et les incontournables Bernard Arnault (troisième fortune mondiale), Françoise Meyer-Bettencourt (femme la plus riche du monde) et François Pinault – pour ne citer qu'eux – ont vu leur fortune déjà astronomique exploser !

Tous peuvent dire merci à Macron : le « quoi qu'il en coûte », ces aides massives accordées aux entreprises du CAC 40 sans aucune contrepartie, leur a bien profité, ainsi que la générosité de la Banque centrale européenne (BCE) qui a injecté des centaines de milliards d'euros sur les marchés financiers. Le contraste avec la politique du gouvernement pour la grande majorité de la population n'en est que plus cruel, par exemple en mettant encore plus sous pression les chômeurEs et précaires avec une réforme de



l'assurance chômage qui va baisser les indemnités d'un million de personnes.

Un mouvement maintenu dans la culture

Dans ce contexte, le mouvement d'occupation des théâtres et lieux de culture ne faiblit pas. Toujours en tête des revendications : l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. Cela fait des années que la France n'a pas vu de mouvement massif de chômeurs, chômeuses et précaires. Pourtant, on observe une double dynamique : le nombre de contrats précaires se multiplie et tend à devenir la norme des conditions d'emploi ; et dans le même temps, les droits sociaux qui accompagnaient et compensaient cette précarité sont peu à peu détruits.

Historiquement, les intermittentEs du spectacle ont toujours fait exception en parvenant, mobilisation après mobilisation, à empêcher, au fil des années, la casse de leurs droits. Mais les dernières années ont vu aussi les assistantEs maternels entrer dans ce combat, ainsi que des saisonnierEs. Dans le

mouvement actuel, notamment à Paris, de nombreux et nombreuses travailleurEs de l'événementiel sont présents, ainsi que des guides-conférenciers. Mais ces convergences, pour foisonnantes et riches qu'elles soient, n'en demeurent pas moins trop marginales, et pas à la hauteur du rapport de forces qu'il nous faut construire. Le risque, en l'absence de convergences « durables » avec d'autres secteurs, en l'absence de mobilisation large et interprofessionnelle, est l'étouffement, peu à peu, du mouvement. Nos efforts doivent donc aller en ce sens dans les semaines qui viennent.

Faire tomber la contre-réforme de l'assurance chômage !

Le 23 avril prochain, tous les lieux occupés, ainsi que la CGT Spectacle et SUD Culture Solidaires, appellent à une journée de mobilisation et de grève contre la réforme de l'assurance chômage. La CGT Spectacle et SUD ont déposé des préavis de grève. C'est l'occasion à ne pas manquer pour commencer à impulser un vaste mouvement de chômeurEs et précaires.

Cette réforme, rappelons-le, est d'une violence inouïe et elle est dénoncée par tous les syndicats, y compris la pourtant très conciliante CFDT. Cette réforme, si elle passe, aura pour conséquence une baisse en moyenne de 40 % des revenus des plus précaires : en effet leur taux d'indemnisation ne sera plus calculé sur la base de leur temps de travail effectué, mais sur la base de toute la période travaillée : selon que l'on aura travaillé six mois d'affilée ou trois fois deux mois pendant un an, le calcul de l'indemnité ne sera plus du tout le même. Dans le deuxième cas, cela reviendra davantage à un petit à côté pour compléter les « petits jobs », pourquoi pas au noir, que ces travailleurEs précaires ne seront plus en mesure de refuser pour pouvoir tout simplement survivre.

Une telle réforme touche évidemment directement les précaires, mais fragilise par là-même touTEs les travailleurEs. Plus « l'armée de réserve du capital » que représentent les sans-emploi est proche de la misère, et plus la pression à la baisse des salaires, à l'augmentation des cadences, et aux heures sup non rémunérées est haute. Cette réforme de l'assurance chômage est un moyen de nous mettre toujours plus à la merci des patrons.

Alors, partout où nous sommes, depuis nos lieux de travail, via nos UD, nos collectifs interluttés, nos AG interpro : construisons la date du 23 avril et jetons les bases d'un mouvement interprofessionnel, pour combattre la réforme de l'assurance chômage et, au-delà, les politiques antisociales du gouvernement Macron-Castex !

COVID-19

100 000 morts

En Europe, après la Grande-Bretagne et l'Italie, c'est la France qui vient officiellement de passer la sinistre barre des 100 000 morts directs par le Covid-19. Un chiffre probablement dépassé depuis longtemps, car les comptes macabres de Santé Publique France ignorent les morts à la maison ou en soins de suite de longue durée, probablement autour de 10 000 morts supplémentaires, selon l'analyse des certificats de décès de l'Inserm.

« Nous n'oublierons aucun nom », a tweeté Macron. Notre mémoire à nous se souviendra que ce sont surtout les premierEs de corvée qui sont morts, pour la solidarité, mais aussi pour que la société des premiers de cordée puisse continuer à vivre de ses profits.

Inégalités face à la mort

Le CAC 40 est toujours vivant et a même effacé son plongeon historique face à la pandémie. Les ouvrierEs, les plus précaires, qui ne peuvent pas télétravailler, s'entassent dans les logements exigus ou les transports en commun, habitent dans les quartiers à l'atmosphère la plus polluée, sont le

plus en surpoids ou hypertendus, et vivent là où les hôpitaux sont les plus démunis, sont ceux qui ont payé le prix le plus lourd à la pandémie. Et parmi elles et eux, d'abord les raciséEs. Selon l'INSEE, lors de la première vague du Covid, la hausse des décès a été deux fois plus forte pour les personnes nées à l'étranger que pour les personnes nées en France, 48 % contre 22 %. Les femmes, toutes choses étant égales par ailleurs, sont moins touchées que les hommes par la pandémie, avec à la clef 45 % des décès contre 55 % pour les hommes. Mais justement les choses ne sont pas égales. Une grande partie de leur avantage biologique est avalée par leur désavantage social : les femmes sont en effet les plus nombreuses dans les métiers de service, dans les structures de soins, hauts lieux de la contamination. Et pour finir, quel manque d'humanité dans ces remarques malthusiennes, parfois lourdes de sous-entendus, qui

croient pouvoir fonder une critique de la lutte contre le Covid sur le fait que résidentEs en Ehpad et personnes de plus de 65 ans forment le plus gros des décès...

Épuisement professionnel

Dans les lieux de soins, face à l'avalanche des hospitalisations (355 000 hospitaliséEs pour Covid), face à l'avalanche des morts, les collectifs de travail sont étouffés, par la pandémie, l'urgence, la surcharge de travail, les questions éthiques... et le sentiment de mal faire son boulot. Les défenses psychologiques ont tendance à s'effondrer. On résiste si on a un rôle face à la mort, pour le malade, les familles. Quant les morts se multiplient, quand on n'a pas le temps d'accompagner les familles, quand on a l'impression que rien ne change... on craque. L'absentéisme explose. On pense à partir de l'hôpital. Selon une enquête

Un monde à changer

MACRON: DU «BLEU» PARTOUT, PAS DU «BLANC». Le président brésilien Bolsonaro est, à juste titre, dénoncé comme un irresponsable dangereux face à la pandémie. En fait, Macron est de plus en plus sur la même ligne: «Cachons les morts et demain, grâce à moi, tout ira mieux». Un certain nombre de pays, l'Allemagne le plus récemment, ont organisé des hommages solennels aux morts du covid. Nous n'avons pas d'illusion sur ce genre de cérémonie commémorative qui peut être parfaitement hypocrite. Mais au moins, cela rappelle cette réalité d'une pandémie qui tue chaque jour en France l'équivalent des passagers d'un Boeing. Macron, pour sa part, s'est contenté de se fendre d'un tweet sans aucun sens: «*Nous n'oublierons aucun visage, aucun nom*». Dans une interview en prélude à son déplacement à Montpellier lundi 19 avril, portant sur le thème de la sécurité, Macron annonce fièrement: «*Chaque Français verra plus de bleu sur le terrain en 2022 qu'en 2017*» dans le cadre de la création, déjà entamée, de 10 000 postes supplémentaires dans la police. Par contre, voir plus de «blanc» dans les hôpitaux n'est pas à l'ordre du jour. Rien n'est programmé en termes de créations d'emplois de personnels soignants ni d'arrêt de la fermeture d'unités... Dans le même entretien, Macron repart en guerre mais c'est le trafic de drogue et non le coronavirus qui est dépeint aujourd'hui comme «la mère des

batailles». Le trafic serait lié à tous les problèmes: délinquance, «séparatisme»... Bien sûr que la délinquance existe, mais elle se combat d'abord en luttant contre le chômage et la désespérance des jeunes. Bien entendu, les policiers ont encore droit à quelques promesses et bonnes paroles. Déjà en campagne électorale, Macron avance son probable thème de propagande: «*Se battre pour le droit à une vie paisible*»... ceux dont le licenciement est facilité par les lois «travail», le million de chômeurEs dont les allocations vont baisser, peuvent se demander à quelle vie paisible ils vont avoir droit. En fait, Macron s'apparente de plus en plus à un Bolsonaro en plus poli, soucieux seulement des intérêts des capitalistes, flattant la police qui peut être bien utile et recourant aux vieilles ficelles de la division et de la stigmatisation pour se perpétuer au pouvoir. Il croit jouer sur du velours pour la présidentielle avec un adversaire encore plus hideuse que lui et une gauche divisée qui, pour une partie d'entre elle, a mis en œuvre des politiques antisociales et policières quand elle était au pouvoir. Pour que ça change, il faudra tout changer et, pour cela, pas d'autre voie que la construction de la mobilisation sociale et de l'unité, en premier lieu à la base, de celles et ceux qui en bavent au quotidien.

Après plusieurs semaines de discussions, la «gauche qui lutte» portera un programme d'urgence pour les classes populaires qui se place en rupture avec la gestion capitaliste de la société. Après un an de gestion catastrophique de la pandémie, face à la montée de l'extrême droite (particulièrement forte dans notre région), et dans une région gouvernée par les sociaux-libéraux du PS, Occitanie populaire représente un espoir pour toutes celles et tous ceux qui se battent au quotidien et ne se résignent pas à subir le rouleau compresseur capitaliste.

Un programme pour les combats de notre camp social

La situation sanitaire, la vague de licenciements qui touche la région, la crise écologique et la montée de l'autoritarisme sont autant de raisons qui justifient une alliance électorale entre des militantes et des militants qui se côtoient au quotidien dans les luttes sociales. Il ne s'agit pas d'une alliance politicienne mais bien d'une liste qui, au-delà des organisations signataires, mettra en avant des syndicalistes, des Gilets jaunes, des militantes féministes, des actrices et des acteurs des luttes écolos ou de la solidarité avec les migrantEs.

La campagne que nous voulons mener doit à la fois être précise sur les axes programmatiques tout en se liant aux luttes qui ne s'arrêtent pas en période électorale. Occitanie populaire peut condenser dans

ÉLECTIONS RÉGIONALES Le NPA s'inscrit dans la campagne Occitanie populaire

Après l'accord passé entre Insoumis et Anticapitalistes en Nouvelle-Aquitaine, c'est dans la région Occitanie que le NPA s'allie à La France insoumise et GDS pour mener la campagne des élections régionales.



DR

cette élection un programme pour les combats de notre camp social. Nous défendons que la région ne doit plus verser un seul euro d'argent public aux entreprises qui licencient. Dans le même temps, nous revendiquons, aux côtés des salariéEs qui se battent pour leurs emplois, qu'il ne doit pas y avoir un seul licenciement dans la région, qu'il faut baisser le temps de travail pour travailler moins et travailler toutes et tous. La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises. Les salariéEs devraient pouvoir disposer d'un droit de veto sur toutes les grandes décisions de

l'entreprise et récupérer l'outil de production quand c'est nécessaire. C'est avec ce programme que le NPA soutiendra, avec la liste Occitanie populaire, des travailleurEs en lutte aux quatre coins de la région, à commencer par la SAM à Decazeville qui est occupée depuis jeudi dernier.

Avec celles et ceux qui luttent

La santé sera au cœur de la campagne. Carole Delga (présidente sortante PS) défend une régionalisation de la santé qui porterait un coup fatal à l'égalité d'accès aux soins. Ces propositions sont inadmissibles et, aux côtés des soignantEs et de

leurs organisations syndicales, nous nous y opposerons vivement. Il en sera de même pour les transports SNCF régionaux. Occitanie populaire est la seule liste à défendre la gratuité et le maintien d'un service ferroviaire 100% public.

À l'inverse de la direction régionale PS sortante, bien souvent soutenue par EÉLV, Occitanie populaire combattra les Grands projets inutiles qui se multiplient dans la région. Nous avons manifesté contre l'autoroute Catsres-Toulouse samedi 17 avril, nous nous opposons à l'extension du port de Port-la-Nouvelle.

Nous défendons également une rupture démocratique, à l'inverse du cours autoritaire actuel. Cela passe par la mise en place de l'une des revendications des Gilets jaunes, le RIC (référendum d'initiative citoyenne). Cela passe aussi par la solidarité avec les migrantEs, l'ouverture des ports de la Méditerranée aux réfugiés.

Pauline Salingue conduira, pour le NPA, la liste Occitanie populaire aux côtés de Myriam Martin, Manuel Bompard (LFI) et Christian Bélinguier (GDS). Josie Boucher sera tête de liste pour le NPA en Catalogne Nord.

CorrespondantEs

Le chiffre

55%

Selon l'ONU, 55% des LibanaisES vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté avec moins de 3,84 dollars par jour. Fin 2020, l'inflation annuelle atteignait 145,8%, selon les statistiques officielles. Les prix des produits alimentaires ont quant à eux quintuplé en un an, selon le Programme alimentaire mondial.



Agenda

Vendredi 23 avril, journée de convergence pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage!

À Paris, la manifestation (appelée par les théâtres occupés, la CGT, Solidaires, la FSU, l'UNEF et l'UNL) partira à 14h de la Place d'Italie.

Samedi 24 avril, manifestation contre la répression à La Poste, Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

À 10h30, au départ de la gare de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Samedi 24 avril, rassemblement pour la libération de Mumia Abu-Jamal,

Paris. À 15h, à proximité de l'ambassade américaine place de la Concorde (angle de la rue de Rivoli et du Jardin des Tuileries).

Dimanche 25 avril, marche lesbienne pour la PMA, Paris.

À 14h, au départ de la place du Châtelet jusqu'à République.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

On a diabolisé un mouvement, qui était particulier, c'était le Front national de Jean-Marie Le Pen. Et je dis bien de Jean-Marie Le Pen, vous voyez bien la distinction que j'apporte aujourd'hui parce que je pense que les choses ne sont pas de la même nature. [...] On diabolisait le Front national, Jean-Marie Le Pen, parce qu'il faisait lui-même référence à des parties de l'histoire qui étaient diaboliques, ce qui n'est pas le cas de Marine Le Pen.

JULIEN DRAY, C-News, 18 avril 2021.

d'octobre 2020, 57% des infirmierEs répondant déclarent être en situation d'épuisement professionnel. Un doublement par rapport à avant la crise du covid. 43% ne savent pas s'ils et elles seront infirmierEs dans cinq ans. Pas étonnant qu'il soit si difficile de mobiliser actuellement dans les hôpitaux.

Climat anxigène

De nombreuses familles ont vu disparaître leurs proches sans pouvoir leur tenir la main, sans pouvoir les accompagner dans des services ou des EHPAD fermés, dans des funérariums clos. Sans pouvoir se rassembler, et donc parler entre vivants des morts. Parler apprivoise la mort et fait du bien. Ne pas faire le deuil est lourd. La culpabilité rôde, dans une société déjà étouffante à l'avenir incertain. Alors on s'invente des parades. Jamais la société n'a été autant travaillée par le déni de la mort et donc du virus. Feindre

d'oublier l'anxiété en niant jusqu'à la réalité de la pandémie? Mais plus souvent l'anxiété est bien là. Avec la majoration des conduites addictives, des insomnies, des dépressions et des suicides, notamment pour les 12-17 ans. Une anxiété d'autant plus importante que l'horizon est bouché, le logement exigu, le jardin un rêve, et la socialisation par les amiEs, les camarades d'amphi, les camarades d'âge ou d'amour un souvenir lointain ou un avenir inaccessible. Jeunesse volée au temps du covid. Mort, confinement comme petite mort sociale. Avec à chaque fois deux facteurs aggravants: la précarité économique et l'isolement social.

Contre le déni et l'anxiété de mort, agir par nous-mêmes est la seule solution collective. Qui mobilise à la fois contre un ennemi extérieur et sollicite nos défenses psychiques pour inventer un avenir individuel et collectif possible.

Frank Cantaloup



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

HONG KONG Le rouleau compresseur de la répression judiciaire

De lourdes peines de prison viennent d'être prononcées contre dix figures de premier plan de l'opposition à Hong Kong.

Au total, le bilan global des condamnations pour les manifestations non autorisées des 18 et 31 août 2019 est le suivant :

Quatre hommes et une femme : 8 à 18 mois de prison ferme

Leung Kwok-hung surnommé « Long Hair », League of Social Democrats, 18 mois (actuellement en détention provisoire dans l'attente d'une autre inculpation présentée ci-dessous) ; Lee Cheuk-yan, notamment secrétaire général de la centrale syndicale HKCTU, 14 mois ; Jimmy Lai, grand patron de presse, 14 mois ; Au Nok-hin, anciennement membre du Democratic Party, 10 mois (actuellement en détention provisoire dans l'attente d'une autre inculpation présentée ci-dessous) ; Cyd Ho, Civic Party, 8 mois.

Quatre hommes et une femme : 8 à 12 mois de prison avec sursis

Margaret Ng, Civic Party, 12 mois ; Albert Ho, Democratic Party, 12 mois ; Martin Lee, Democratic Party, 11 mois ; Yeung Sum, Democratic Party, 8 mois. Leung Yiu-chung, Neighbourhood and Worker's Service Centre (NWSC), 8 mois.

Un procès est par ailleurs programmé contre 47 figures de premier plan de l'opposition

La plupart d'entre eux/elles sont en détention provisoire depuis le 28 février. Les peines encourues peuvent aller jusqu'à la prison à vie. Parmi eux/elles : Carol Ng, présidente de la centrale syndicale HKCTU, Winnie Yu, présidente du syndicat HAEA du personnel de l'hospitalisation publique, Leung Kwok-hung surnommé « Long Hair », déjà condamné à 18 mois de prison ferme (voir ci-dessus) ; Au Nok-hin, déjà condamné à 10 mois de prison ferme (voir ci-dessus).

Autres procédures en cours

Parmi les 10 242 personnes arrêtées depuis le printemps 2019, 2 521 font l'objet de poursuites judiciaires. Parmi elles et eux, 720 ont été inculpés pour émeute et risquent des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie (état au 9 avril).

Dominique Lerouge

Extrait du discours de Lee Cheuk-yan face au tribunal



« **C**ela fait quarante-trois ans que je lutte et votre Honneur doit comprendre la profonde douleur que j'ai ressentie en

voyant le pouvoir d'État utiliser la force brutale contre le peuple, en étant le témoin des sacrifices de tant de Hongkongais qui ont été blessés, emprisonnés ou exilés, mais aussi en voyant que le peuple était privé de ses droits fondamentaux et en constatant la régression de la démocratie. J'ai vu mon idéal s'effondrer mais je continuerai la lutte même si les ténèbres nous environnent. C'est un idéal pour lequel je suis prêt à subir toutes les sanctions.

Votre Honneur peut dire que la loi est la loi et que je ne semble pas montrer de remords pour avoir violé la loi dans ce procès où l'on juge les événements du 31 août 2020.

J'espère que Votre Honneur comprendra l'importance capitale que j'accorde au droit à la liberté d'expression par la parole ou la manifestation. C'est le seul moyen dont disposent les faibles et les opprimés pour redresser les torts qui leur sont faits. S'ils en sont privés, j'appellerai cela de la violence systémique à l'égard du peuple et je ne veux pas que Hong Kong soit gouverné sur la base d'une telle violence systémique. C'est pourquoi je ferai tout mon possible pour affirmer le droit des gens à marcher dignement et pacifiquement pour s'exprimer. »

ÉTATS-UNIS Biden va retirer les troupes US d'Afghanistan

Le président Joseph Biden a annoncé que les États-Unis retireraient, d'ici au 11 septembre, les 2 500 soldats US restant en Afghanistan, mettant fin à la plus longue guerre du pays.

Cette guerre, qui a duré près de vingt ans, a coûté aux États-Unis la vie de 2 300 soldats et 2 000 milliards de dollars, tandis que plus de 100 000 Afghans ont été tués. Barack Obama et Donald Trump avaient également déclaré que les États-Unis se retireraient du pays, bien qu'aucun des deux ne l'ait fait durant son mandat. Biden semble être pleinement déterminé à se retirer du conflit afin de déplacer l'attention et les ressources des États-Unis vers les compétitions plus importantes avec la Chine et la Russie.

Une guerre que beaucoup voulaient oublier

Comment cela avait-il commencé ? Le président George W. Bush avait annoncé une « guerre contre le terrorisme » après l'attaque d'al-Qaïda contre les États-Unis le 11 septembre 2001, qui a tué près de 3 000 personnes. À l'époque, les talibans, un groupe islamiste fondamentaliste, détenaient le pouvoir sur les trois quarts de l'Afghanistan et avaient donné refuge à Oussama Ben Laden et à son organisation terroriste al-Qaïda. Lorsque les talibans ont refusé de remettre Ben Laden, les États-Unis ont lancé une invasion qui a ensuite été rejointe par les Nations unies et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, avec plus de 60 nations impliquées.

Pour le gouvernement américain et la population, cette guerre avait depuis perdu de son importance. Les



WIKIMEDIA COMMONS

800 000 militaires US qui ont servi en Afghanistan ne représentent que 0,25% de la population totale. Et bien que plus de 20 000 soldats US aient été blessés, c'est un petit nombre par rapport aux 58 000 qui sont morts au cours de la guerre du Vietnam qui a duré 14 ans. La plupart des Américains pouvaient tout simplement oublier la guerre – et ils l'ont fait. Mais aucun président ne voulait mettre fin à la guerre, car cela signifiait reconnaître la défaite militaire et politique des États-Unis en Afghanistan.

De Bush à Biden

En 2003, lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak, qui n'avait joué aucun rôle dans l'attaque du 11 septembre, un important mouvement antiguerre s'est développé, avec des

manifestations de plus de 100 000 personnes dans plusieurs villes. Avec 170 000 soldats US en Irak en 2007 et 90 000 soldats en Afghanistan en 2011, le mouvement s'est renforcé. Puis, avec la présidence d'Obama (élu en 2008 et réélu en 2012), qui s'est présenté comme un candidat antiguerre, présidence marquée à la fois par le meurtre de Ben Laden et la proclamation de la fin de la guerre en Irak en 2011, le mouvement antiguerre US a décliné et est devenu insignifiant. Après 2015, lorsque les États-Unis ont réussi à contenir les talibans et à chasser al-Qaïda d'Afghanistan, les troupes y sont passées de 100 000 à quelques milliers. Trump s'est en fait présenté comme un candidat antiguerre, promettant de mettre fin aux guerres sans fin de l'Amérique

COVID-19 La Guyane à la veille d'un nouveau pic de contamination et de décès

En Guyane, la situation se dégrade face aux variants brésiliens du coronavirus, mais l'administration s'enferme dans une gestion coloniale et mortifère de la crise.



DR

On nous annonce que le variant brésilien est dangereux et massivement présent. Avec 85% des tests positifs au variant brésilien et 15% au variant britannique, la souche initiale a de fait quasiment disparu. On ne sait pas quelle sera l'ampleur de la vague, si elle sera similaire ou pas au Brésil voisin. Mais les capacités des hôpitaux sont faibles et la capacité en réserve sanitaire est quasi inexistante pour pouvoir gérer des lits de réanimation. La réserve sanitaire en France hexagonale est totalement mobilisée donc il n'y a pas de coup de main à attendre de ce côté.

Aucune anticipation

Le variant brésilien, on l'a vu arriver de loin, mais les autorités ont été très laxistes sur la gestion des frontières terrestres et aériennes. À aucun moment il n'y a eu de mise en place de septaine dans des lieux dédiés ou contrôlés. Cela a permis au variant britannique de s'installer. Avec les frontières terrestres, il y a la même problématique : il était facile, selon divers témoignages, de passer les frontières avec le Brésil ou le Surinam, sans la moindre mesure de protection.

Selon la gendarmerie, il y a environ 8 600 travailleurEs clandestins

venus du Brésil et qui travaillent dans la forêt de Guyane et viennent s'alimenter en gasoil ou en denrées sur les côtes. Le variant brésilien s'est ainsi bien installé sans que les autorités aient fait quoi que ce soit.

L'ouverture des écoles, sans scrupules

Mais ce n'est pas tout : la directrice de l'ARS a expliqué que, malgré la présence des variants, malgré le fait que la vague soit toujours en accélération – on a dépassé les 150 cas pour 100 000 habitantEs, 300 pour 100 000 sur l'île de Cayenne,

la rentrée serait maintenue lundi 19 avril, coûte que coûte. Aucun projet de rentrée en distanciel n'a été pensé. La rentrée s'est donc faite avec 30 gamins par classe, une température de 30 °C, sans ventilation, sans climatisation. Il faut imaginer ce que donne le port du masque dans ces conditions. L'administration refuse de se préoccuper de l'accélération épidémique que cela pourrait créer. Au contraire, l'ARS explique que les enfants prendraient moins de risque à l'école que chez eux car ils et elles n'auraient pas de masque à

et aux tentatives de changement de régime dans d'autres pays. Trump a même signé un accord avec les talibans pour retirer les troupes US d'ici le 1^{er} mai de cette année, échéance que Biden a maintenant prolongée jusqu'en septembre.

L'attention tournée vers la Chine

Alors que Bernie Sanders a soutenu Biden, un certain nombre de dirigeants républicains et démocrates critiquent la décision de Biden pour diverses raisons. Premièrement, ils craignent que le gouvernement afghan, créé par les États-Unis, ne s'effondre rapidement et que les talibans reprennent le pouvoir. Deuxièmement, si les talibans prennent le pouvoir, les critiques redoutent que les États-Unis ne soient pas en mesure de surveiller et de combattre l'extrémisme islamique dans la région. Troisièmement, d'autres affirment qu'un gouvernement taliban restreindra les droits des femmes et persécuera les populations non pash-touns. On craint également que ces changements en Afghanistan ne conduisent à une résurgence de l'islam militant au Pakistan, déstabilisant cette puissance nucléaire. Plus immédiatement, les talibans disent qu'ils prendront des mesures militaires contre les troupes US qui restent après la date du 1^{er} mai qu'ils ont convenue avec l'administration Trump.

Depuis que les États-Unis sont devenus le plus grand producteur de pétrole du monde, grâce à la fracturation hydraulique, et se tournent maintenant vers des sources d'énergie non carbonées, l'Afghanistan, l'Irak et tout le Moyen-Orient ne sont plus aussi importants pour la classe capitaliste étatsunienne. La classe dirigeante tourne maintenant son attention vers son plus grand concurrent économique, la Chine. *Dan La Botz, traduction Henri Wilno*

la maison. Mais en réalité, à l'école, compte tenu du contexte social, des coûts, les enfants ne gardent pas leurs masques en récréation, et globalement l'usage du masque est très aléatoire. D'ailleurs depuis le mois d'octobre dernier pas moins de 34 clusters ont été identifiés dans les établissements scolaires, soit près de la moitié des clusters identifiés en Guyane.

On fait donc face à une parfaite gestion coloniale de la situation sanitaire en Guyane. Faire la rentrée coûte que coûte, alors que le recteur n'a jamais mis en place la moindre mesure permettant d'avoir une école à distance. Ici, la fracture numérique est très importante : une part importante de la population n'a pas le téléphone alors encore moins d'internet !

Ici, le taux de vaccination est très faible, autour de 5%. Il y a une défiance très forte vis-à-vis du vaccin, une défiance qui est propre aux colonies où il y a une méfiance ancrée à l'égard des médecines occidentales. Au lieu de fermer une semaine supplémentaire comme en France, on fait un grand brassage et on comptera les morts.

Adrien Guilleau

BIRMANIE Total continue de financer la junte

Selon des employés, la compagnie pétrolière française Total continue de fournir des revenus importants à la junte militaire au pouvoir au Myanmar, malgré la condamnation par le gouvernement français du coup d'État du 1^{er} février et la poursuite de la répression meurtrière des manifestantEs par le régime.

«Il n'y a pas de suspensions des opérations»

Au moment de la rédaction du présent rapport, Total E&P Myanmar subissait des pressions pour suspendre ses activités dans le pays, où – selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques – au moins 710 civils ont été tués en moins de trois mois par les forces armées de la junte.

Des membres du personnel de Total ont parlé à Myanmar Now sous couvert d'anonymat et ont déclaré que les revenus tirés des exportations de gaz continuaient d'être acheminés vers la société d'État Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE), contrôlée par les militaires. «Il n'y a pas du tout de suspension [des opérations]. Le gaz naturel est toujours produit et exporté pour être vendu. Les revenus générés n'ont pas été saisis. Ils sont transférés à MOGE. Ils parviennent sûrement à la junte», a déclaré un ingénieur qui travaille pour Total depuis près de 15 ans.

Les employéEs locaux de la société ont exigé que les revenus du pétrole et du gaz ne soient pas versés dans les coffres de l'armée,

Total, qui exploite le plus grand champ gazier offshore du Myanmar (Birmanie), continue de fournir une source de revenus au régime militaire, selon le personnel de la société.



DR

conformément à l'appel lancé le 5 mars par le Comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw (CRPH), un organe composé de députés élus évincés par le coup d'État. Mais les employéEs ont déclaré à Myanmar Now que Total avait refusé d'honorer cette demande.

«Total opère dans des régions déchirées par la guerre»

Rien qu'en 2019, la société a rapporté près de 230 millions de dollars de revenus au Myanmar, dont plus des trois quarts sont allés au MOGE et le reste a été payé en taxes, selon Reuters. «Une chose à noter au sujet de Total est qu'ils sont arrivés au Myanmar en 1992, juste après le soulèvement de 1988»,

explique un membre du personnel à Myanmar Now. Il fait référence au vaste mouvement pro-démocratique qui a été brutalement écrasé par le régime militaire. «Total opère dans des régions déchirées par la guerre et dans des pays où les dictateurs sont au pouvoir, parce que c'est plus avantageux pour elle», ajoute-t-il.

Les dirigeants du CRPH ont exhorté les travailleurEs de tous les secteurs du pays à rejoindre le Mouvement de désobéissance civile (MDC) et à refuser de travailler sous la dictature militaire. Cependant, la participation au MDC n'a pas encore été adoptée par les 300 employéEs de Total, qui sont presque tous des locaux, ajoute un membre du personnel.

«Début mars, nous avons essayé de nous organiser pour demander principalement que [Total] cesse de payer des impôts à la junte, mais cela ne s'est pas produit. Les cadres supérieurs qui sont dans l'entreprise depuis si longtemps sont allés travailler au lieu de rejoindre le MDC», déclare-t-il.

«Nous ne pouvons pas être remplacés facilement»

L'employé garde l'espoir que si le personnel rejoignait le MDC en tant que front uni, il pourrait être en mesure d'arrêter les activités de Total. «Si nous rejoignons tous le MDC, les activités de l'entreprise pourraient certainement être arrêtées. Nous ne pouvons pas être remplacés facilement», explique-t-il, ajoutant que Total essaierait probablement de faire appel à des travailleurEs étrangers pour reprendre leurs emplois. «Chaque plateforme offshore a une nature différente et nécessite une bonne connaissance du site. Ils ne peuvent pas tout apprendre en même temps», ajoute-t-il.

En plus d'exploiter le champ gazier de Yadana et de détenir des parts dans le bloc de forage offshore A6, Total travaille également sur au moins trois autres blocs en eau profonde dans la mer d'Andaman, ainsi que sur le bloc Yetagun West.

Myanmar Now

Version intégrale (en français) sur alencontre.org.

ANDORRE Pour le droit à l'IVG! Lettre ouverte à Macron, «co-prince d'Andorre»

Nous publions ci-dessous la lettre ouverte que le Collectif droits des femmes 66 (CDDF 66) a adressée au président de la République française, co-prince (!) d'Andorre avec l'archevêque d'Urgell, en Catalogne sud, et demandant l'abandon des poursuites à l'encontre de Vanessa Mendoza Cortes, présidente de l'association andorrane Stop Violences qui milite pour la dépénalisation de l'avortement dans ce petit paradis fiscal tristement connu pour son interdiction de l'IVG.

Monsieur le président de la République, co-prince d'Andorre, Le Collectif droits des Femmes 66 (CDDF66) demande l'abandon des poursuites du gouvernement d'Andorre pour diffamation contre Vanessa Mendoza Cortes, psychologue et présidente de l'association andorrane «Stop Violences» qui a évoqué les préoccupations en matière de droits des femmes et des filles andorranes devant un comité de l'ONU en 2019. Cette association milite pour la dépénalisation de l'avortement et plus de droits reproductifs. L'Andorre est l'un des derniers pays au monde où l'avortement est interdit en toutes circonstances.



Vanessa Mendoza Cortes. STOP VIOLENCES

«Atteinte contre la nation»

Le gouvernement d'Andorre a porté plainte pour fausse accusation, affirmant que sa bonne réputation avait été compromise. Vanessa Mendoza Cortes a été inculpée en 2020.

Mercredi 17 février 2021 Vanessa Mendoza Cortes a été appelée à déposer devant le tribunal d'Andorre et est en attente de son procès pour «atteinte contre la nation». Elle risque jusqu'à quatre ans d'emprisonnement et une amende pouvant atteindre 30 000 euros.

«Le fait de poursuivre une défenseure des droits humains respectée en raison de son travail légitime et de sa participation à une réunion d'experts d'un organe de l'ONU constitue un acte d'intimidation scandaleux et une tentative de musellement de la liberté d'expression», a déclaré Monica Costa, responsable du travail de campagne à Amnesty International. Nous pensons que la France est concernée par cette affaire du fait que vous êtes co-prince d'Andorre. Nous doutons que vous puissiez rester insensible face à cette situation. Nous soutenons l'association Stop Violences pour leur travail en matière d'amélioration des droits des femmes et des filles et demandons aux autorités d'Andorre de retirer les charges qui pèsent sur sa présidente Vanessa Mendoza Cortes. Nous espérons avoir une réponse de votre part nous informant de votre prise de position et du soutien que vous pourriez apporter à cette association, aux femmes et aux filles vivant en Andorre.

Le Collectif droits des femmes 66

Le Collectif Droits des femmes 66 est composé des organisations associatives, politiques et syndicales suivantes: APEX, ASTI, ATTAC, CGT, CNT, EÉLV, Femmes solidaires, FSU, Idem Genre, LDH, LGBT+66, MJF, MRAP, NPA, PCF, Planning familial, Solidaires.

AUTORITARISME

Boris Johnson et l'urbanisation de la Grande-Bretagne

En janvier 2020, Viktor Orbán, Premier ministre et homme fort de la Hongrie, a qualifié Boris Johnson de «l'un des hommes politiques les plus courageux d'Europe». Il a félicité le parti conservateur pour sa victoire aux élections générales du mois précédent, alors que «le monde entier» était contre Johnson. Un discours aussi élogieux de la part d'un dirigeant profondément autoritaire et antidémocratique est inhabituel, mais ce n'était pas la première fois que les chemins de Johnson et d'Orbán se croisaient. Orbán avait également fait l'éloge du Brexit et l'avait qualifié «[d']opportunité fantastique».

Les liens d'Orbán avec le Parti conservateur (Tory) remontent au référendum sur le Brexit, dans lequel Johnson a joué un rôle majeur. Les députés Tory avaient été critiqués pour avoir été presque seuls parmi les conservateurs d'Europe occidentale à refuser de suspendre la Hongrie pour des violations de l'État de droit. Orbán avait été l'un des premiers invités de Theresa May à Downing Street après qu'elle fut devenue Premier ministre en 2016.

«Valeurs chrétiennes»

Le régime d'Orbán en Hongrie est un cas d'école de démantèlement de la démocratie tout en maintenant une façade pseudo-démocratique. Il s'est placé comme le défenseur d'une Europe des «valeurs chrétiennes», opposé au libéralisme, aux droits humains, aux minorités et à l'Union européenne. Petit à petit, et sous les yeux de l'UE, Orbán a marginalisé la presse, le monde universitaire et le système judiciaire. L'année dernière, il a fait passer une loi selon laquelle toute



DR

personne publiant officiellement des informations sur la pandémie de Covid serait passible d'une peine de prison. Une censure totale, en fait. Il existe encore quelques sources de résistance, comme le maire de Budapest récemment élu par un parti d'opposition. Mais à l'image de ce qui se passe pour d'autres leaders populistes, ce n'est pas dans la capitale qu'il trouve son soutien mais dans les petites villes

et les campagnes. Petit à petit, les droits des personnes LGBTQ et des femmes ont été supprimés au nom des «valeurs chrétiennes».

Johnson suit la même voie qu'Orbán

En 2018, en tant que ministre des Affaires étrangères, Johnson avait provoqué l'indignation en félicitant ouvertement Orbán pour sa réélection au poste de Premier ministre.

Dans sa stratégie de démantèlement progressif de l'opposition politique au Royaume-Uni, Johnson voit la Hongrie comme un modèle. En suspendant le Parlement, en muselant les médias, la BBC étant désormais un porte-parole du gouvernement, en interdisant les manifestations et en faisant apparaître ses ministres avec des drapeaux toujours en arrière-plan, Johnson suit la même voie qu'Orbán. Il est prêt à utiliser le nationalisme et les «valeurs britanniques» comme couverture [pour s'en prendre aux droits humains], de la même manière qu'Orbán a utilisé les valeurs chrétiennes en Hongrie. La Hongrie est maintenant classée comme une semi-démocratie et est, dans les faits, un État à parti unique. L'objectif de Johnson est de faire la même chose au Royaume-Uni et d'imiter son bon ami des rives du Danube. Il est déjà tard, mais pas trop tard pour empêcher que cela devienne une réalité.

Joseph Healy, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur anticapitalistresistance.org

FERMETURE DES ÉCOLES: CHRONIQUE D'UNE CATASTROPHE CHOISIE

Lorsque, le 31 mars dernier, Macron a annoncé la fermeture des établissements scolaires, cela n'a été une surprise pour personne, particulièrement les personnels. Ainsi, alors que le 5 mars, le ministère déclarait avoir procédé à la fermeture de 508 classes, ce nombre a atteint 11 272 le 2 avril¹.

Les raisons du choix

Le maintien des écoles ouvertes le plus longtemps possible a été l'élément central du discours présidentiel auprès de la population. Un discours officiel qui explique que maintenir les écoles ouvertes, c'est lutter contre le décrochage scolaire. Ce serait donc au nom de la lutte contre les inégalités scolaires que les écoles seraient restées ouvertes si longtemps.

Il est indéniable que le confinement est un révélateur et un accélérateur des inégalités scolaires. C'est aussi en partie pour cela qu'une grande partie des personnels n'y étaient pas favorables. Et que du côté des parents, qui ont dû conjuguer télétravail et école à la maison, l'annonce d'une nouvelle fermeture n'était pas, c'est le moins que l'on puisse dire, attendue avec impatience.

Néanmoins entendre un président, un gouvernement et un ministre comme Blanquer, qui mènent sans aucun doute la politique éducative qui a le plus renforcé les déterminismes sociaux dans les parcours scolaires des élèves, se revendiquer de la lutte contre les inégalités scolaires, c'est insupportable

pour les enseignantEs comme pour les usagerEs.

Car la réalité est autre. Pour Macron et consorts, l'objectif du maintien des écoles ouvertes était double. D'une part il y a l'enjeu immédiat de maintien au maximum de l'activité économique et donc du profit des entreprises. D'autre part, l'enjeu de l'élection présidentielle de 2022 est évident. Alors que, des masques aux vaccins, la gestion de la crise a été d'une inanité rare, le maintien des écoles ouvertes plus que dans d'autres pays sera l'argument massue de la campagne Macron, le point « positif » qu'il mettra en avant contre ses adversaires qui jugeront sévèrement, et de façon totalement justifiée, sa gestion de la pandémie.

Le tout au détriment de la santé des élèves, de leurs familles et des personnels. Car pour réussir ce « pari », encore aurait-il fallu s'en donner les moyens.

Une autre politique était possible

Pourtant les personnels et leurs organisations syndicales avaient des propositions claires et simples pour permettre la continuité scolaire. Elles ont été formulées maintes et maintes fois depuis mai 2020.

Il aurait fallu, dès la fin de l'année scolaire, lancer un plan de recrutement massif en ouvrant partout des concours exceptionnels ainsi qu'appeler et réabonder les listes complémentaires. Cela aurait permis de reconstituer le vivier de remplaçantEs nécessaire. En parallèle, il aurait fallu rénover ce qu'il était possible de rénover

dans le bâti scolaire pour permettre l'aération des locaux et prévoir, quand cela était nécessaire, d'autres espaces pour faire classe. La fourniture de masques chirurgicaux pour les élèves et les personnels semble une évidence à toutes et tous, sauf au gouvernement. Et enfin, bien sûr, l'accès prioritaire des personnels à la vaccination...

Ces choix n'auraient pas empêché la circulation du virus ni une nouvelle vague. Mais ils auraient certainement permis le maintien de l'école en présentiel, même si c'était en demi-groupe classe. Il aurait aussi enfin fallu prévoir d'équiper les personnels et les élèves du matériel informatique adéquat si, le cas échéant, les établissements avaient dû malgré tout fermer leurs portes. Et accessoirement, redimensionner les serveurs pour permettre le distanciel... mais il est plus facile d'accuser les hackers que de reconnaître ses propres erreurs. Ce constat, l'ensemble de la communauté éducative le fait. Depuis un an. Alors que le 26 avril se rapproche à grand pas, imposer la sécurité de la reprise devient une nécessité. Et c'est l'urgence que de réclamer dès maintenant les mesures minimales que sont l'accès à la vaccination et la fourniture de masques.

Mais plus généralement, il faudra bien se mobiliser pour imposer d'autres choix et pour que, si la situation venait à se reproduire, cet après ne soit plus jamais comme ce maintenant.

A. Bouyou

1 - Source : points sanitaires hebdomadaires du ministère, que l'on peut retrouver sur www.snuipp.fr.

LA REPRISSE: UNE POLITIQUE QUI FONCE DROIT DANS LE MUR

Dans une semaine, à l'heure où nous écrivons ce dossier, les écoles élémentaires et maternelles devront rouvrir leurs portes, alors que le second degré restera en distanciel pour une semaine avant de reprendre selon le calendrier prévu par le gouvernement.

Une reprise sans aucune garantie

Malgré les dénégations du ministre de l'Éducation nationale qui refusait d'écouter les acteurEs de terrain qui expliquaient touTEs que le virus circulait dans les écoles, et la situation dramatique dans laquelle nous nous sommes trouvés, aujourd'hui le constat est clair: la fermeture temporaire des écoles a ralenti la progression de l'épidémie. Le problème c'est que les indicateurs sont toujours dans le rouge: aucune vaccination ne se fera dans un court terme. La réclamer pour les enseignantEs et les personnels de l'éducation est important, mais on se rend bien compte qu'en ne vaccinant pas l'ensemble des travailleuses et des travailleurs des secteurs prioritaires (commerce, santé...),



le virus continuera de circuler largement dans les écoles, et donc dans l'ensemble de la société.

La deuxième problématique est la gestion au coup par coup du gouvernement: une gestion catastrophique. Une semaine avant la reprise du premier degré et deux semaines avant le second degré, nous ne connaissons strictement aucune mesure de reprise spécifique pour faire face à la circulation du virus. Les demandes spécifiques faites dans les établissements après les droits de retrait effectués et déboutés par les rectorats sont elles aussi en majorité refusées, voire laissées sans réponse. A minima, on pourrait penser que des mesures supplémentaires

pourraient être prises (embauche d'agents d'entretien, mise en place de désinfection pendant la période de fermeture) en particulier autour de la réorganisation des cours en demi-jauges. Emmanuel Macron avait effectivement laissé cette hypothèse mais sans que l'on sache si elle pourrait être effective. Encore une fois, on nous met devant le fait accompli, devant nous adapter au jour le jour comme nous le faisons depuis plus d'un an maintenant.

Enfin, cette fermeture faite en express et sans aucune mesure sur le long terme risque de n'avoir un effet que très temporaire. C'est pourquoi les positions des syndicats sur cette reprise sont largement insuffisantes: il faut refuser la reprise des cours sans garantie à minima des demi-jauges, des embauches et la création massive de postes sur les prochaines années ainsi que la titularisation de l'ensemble des personnels précaires. Pour cela, nous ne pourrions compter que sur nos propres forces. Il faut appeler à des assemblées générales ou poser des heures d'info syndicale dès le lundi de la rentrée.

Mimosa Effe



EN FINIR AVEC LA

SANITAIRE

DES MOBILISATIONS QUI POS

Cette année sous Covid a été marquée par des mobilisations inhabituelles dans l'éducation, avec un point commun: la grande difficulté à organiser la coordination et en particulier dans le cadre de l'intersyndicale, même si celle-ci a finalement soutenu les mobilisations existantes. Au total, cela a largement invisibilisé ces mobilisations.

Les travailleurEs sont les mieux placés pour répondre aux problèmes

De l'élaboration à la mise en application de protocoles sanitaires un tant soi peu protecteurs, il a fallu compter davantage sur les capacités des mobilisations des personnels que sur les directives ministérielles et leurs déclinaisons locales. Soit les protocoles étaient très largement insuffisants, soit ils étaient totalement inapplicables. Ce sont donc les équipes qui ont dû les repenser en utilisant les droits de retrait et les débrayages. Clairement, c'est la multiplicité de ces démarches des équipes éducatives qui a évité que les écoles et établissements du second degré ne se transforment en autant de clusters. Et quand l'épidémie est, à nouveau, devenue hors de contrôle dans certaines zones (en particulier dans le 93), c'est à nouveau aux personnels qu'est revenue la responsabilité d'utiliser les droits de retrait pour protéger les salariéEs, mais aussi les élèves et leurs familles, pourtant comme en début d'année scolaire à chaque fois ces droits

de retrait ont été refusés par la hiérarchie.

Blanquer, enfermé dans sa logique dangereuse, à défaut de légitimité, a décidé de passer en force et de chercher à couper les têtes qui dépassent, histoire de faire des exemples. Il a fallu des mois de manifestations pour soutenir les 3 devenus 4 collègues de Melle harceléEs pour avoir soutenu leurs élèves mobiliséEs contre la réforme Blanquer. Au mois de novembre, lorsque l'insoutenable assassinat de Samuel Paty a servi à justifier une offensive de normalisation de la « laïcité républicaine » imprégnée de défiance envers les élèves et leurs profs, il a fallu compter sur le refus des équipes pour ne pas appliquer les consignes ministérielles: refuser la délation des élèves soupçonnés de « radicalisme », développer une vision de la liberté d'expression et de l'esprit critique qui refusent de verser dans l'islamophobie ambiante. Mobilisations qui ont nourri de nouveaux motifs de répression de collègues comme à Angela-Davis dans le 93.

Les plus précaires mobilisés pour leurs droits

C'est l'autre point marquant de cette année totalement bousculée par une double offensive, celle de l'épidémie et celle de Blanquer qui, faisant feu de tout bois, a voulu museler les résistances et appliquer à la hussarde ses réformes, et même au-delà (avec les expérimentations de démantèlement de l'éducation prioritaire). Avec une évidence:

tous ces projets renforcent et accentuent la précarité des salariéEs de l'éducation.

Et ce sont justement les plus précaires qui ont été à l'offensive. Les personnels de vie scolaire, celles et ceux que l'on appelle les AED, n'avaient pas connu de mobilisation nationale depuis la lutte contre ce nouveau statut en 2003. Ces personnels ont été la première ligne de l'éducation face au coronavirus. La plupart des collègues AED ont été malades, toutes et tous plusieurs fois cas contacts, non remplacés, ce qui dégradait le travail des équipes complètement désorganisées. Et ce au moment où ces collègues représentaient pour beaucoup d'élèves désorientés un point d'écoute, devenu rare dans les établissements du second degré. Parti d'établissements de Marseille, un appel à la grève des vies scolaires a connu en décembre un écho inattendu. Ce qui a permis la mobilisation dans la durée et l'organisation des AED en coordination nationale qui a élaboré une plateforme revendicative particulièrement offensive sur la question du statut et des augmentations de salaires (à commencer par les primes d'éducation prioritaire pour tous les AED qui y travaillent). Une semaine de grève, du 19 au 25 mars, a permis aux AED de faire connaître leurs revendications à l'ensemble des personnels, construire la solidarité à travers les caisses de grève. Dans de nombreux établissements, 100% de la vie scolaire était en grève. Cela s'est aussi accompagné de la mobilisation

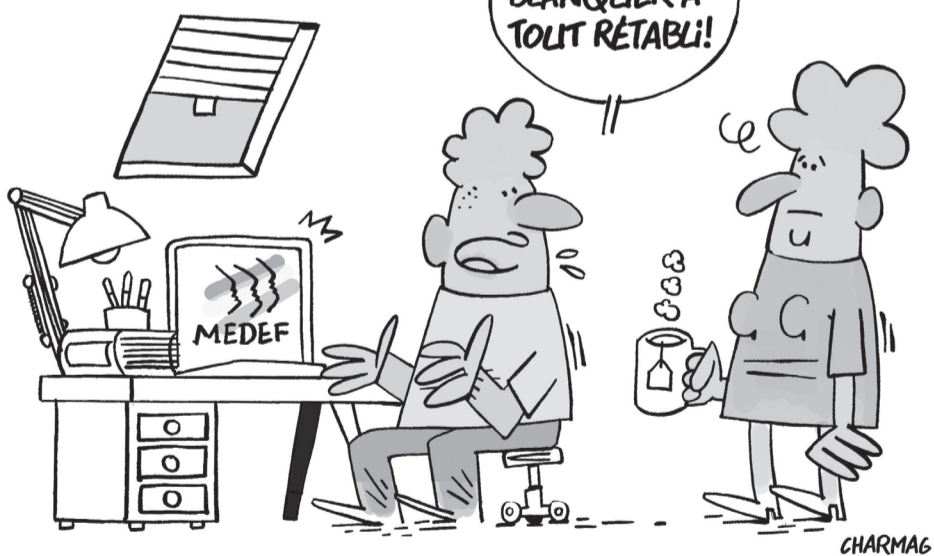


UNE CATASTROPHE

À L'ÉCOLE

UN ÉCART DE FOND DES PROBLÈMES DE FOND

L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE PERTURBÉ PAR DES BUGS INFORMATIQUES



CHARMAG

des AESH qui accompagnent les élèves en situation de handicap. Des collègues tout aussi précaires et sous-payés. La bataille pour un véritable statut, pour la titularisation et pour l'obtention des primes d'éducation prioritaire au même titre que les enseignants constituent une bagarre particulièrement offensive. Certes, pour l'instant ces bagarres n'ont pas permis d'imposer un véritable recul hormis chez les infirmières scolaires, mais elle montre la possibilité de reconstruire des mobilisations larges et offensives dans l'éducation nationale.

Construire un mouvement large

Le problème majeur pour nous est qu'on a, d'une part, la volonté, pour toute une partie des personnels, d'en découdre avec le ministère (jamais le mot d'ordre « Blanquer démission » n'a été aussi audible). Mais, d'autre part, les bagarres locales ou partielles de plus en plus isolées perdent et ne donnent pas confiance aux collègues qu'il est possible d'arracher des victoires face à une hiérarchie qui ne lâche rien. Les syndicats enseignants font face à un manque d'équipes syndicales

sur le terrain et creusent l'écart en étant souvent déconnectés des batailles actuelles, notamment sur les revendications des AED. Mais, au-delà des revendications, c'est surtout d'un plan de bataille national dont nous avons besoin, permettant d'unifier les bagarres et de construire un mouvement d'ensemble. Nous devons avoir conscience de l'ensemble de ces problèmes afin de les surmonter en commençant par la construction de cadres d'AG partout à la rentrée en faisant le lien entre l'ensemble des personnels.

Cathy Billard et Mimosa Effe

DÉFENDRE UN VRAI DROIT À L'ÉDUCATION

Dans les semaines et les mois qui viennent, à l'opposé de « nous habituer à vivre avec le Covid » comme nous l'expliquent sur tous les tons les ministres et leurs conseillers, un des enjeux majeurs est de résister aux conséquences de la gestion calamiteuse de la crise sanitaire qui menace de faire perdre tout sens au travail d'éducation. Se réapproprié un minimum de contrôle passe par plusieurs niveaux articulant analyse de la situation de détresse psychologique de la jeunesse, et revendications de mesures pédagogiques et de moyens matériels et humains pour les mettre en œuvre.

La santé mentale : une priorité

« Nous avons aujourd'hui un problème de santé qui touche nos enfants et adolescents, qui se rajoute à l'épidémie » a déclaré Macron dans un service de pédiopsychiatrie du CHU de Reims le 14 avril, citant le chiffre de 40 % d'augmentation des urgences pédiatriques. Cette question devient un enjeu majeur, en effet, « hors Covid, les études montraient déjà qu'environ 1/5 des jeunes allaient mal en raison d'inégalités affectives, sociales ou culturelles »¹ et la déflagration de l'épidémie est brutale. Les chiffres communiqués le 22 mars dernier par la cheffe du pôle psychiatrie de l'enfance et de l'adolescence de Rennes 1 (région qui n'est pas la plus impactée depuis le début de l'épidémie) font entrevoir la catastrophe : « Depuis le 31 octobre, on a assisté à un nombre de crises suicidaires qui a été multiplié par deux fois et demie » ; « c'est vrai aussi pour les troubles anxieux, avec des problèmes de somatisation, d'absentéisme scolaire qui ont été triplés. Et c'est vrai également pour les problèmes d'anorexie qui ont quadruplé avec un passage aux urgences pédiatriques et qui sont vus par nos équipes. » Et ce ne sont que les situations où les familles ont su repérer les signaux d'alerte envoyés par leurs enfants. On peut donc supposer que dans des milieux moins armés pour cela et pour lesquels l'accès aux

soins est plus compliqué, des milliers d'enfants passent sous les radars. Alors la réponse ne peut être l'annonce de Macron d'un forfait de 10 séances prépayées chez un pédopsychiatre pour les enfants déprimés, après les chèques psy pour les étudiantEs. D'abord parce que, comme lui a répondu la cheffe du service de Reims, « il faudrait doubler, voire tripler les effectifs » pour répondre aux besoins actuels. Mais il faudrait aussi former les enseignantEs et les équipes vie scolaire à identifier les signaux d'alerte, avoir dans les établissements scolaires un premier rideau d'infirmierEs et psychologues scolaires en capacité d'aider et orienter les enfants et leurs familles.

Adapter la pédagogie et les examens

Il y a urgence à aider les enseignantEs à construire des outils pédagogiques adaptés à la reprise de confiance en soi, à la collaboration entre élèves pour apprendre. Pour déconnecter la reprise de l'école de l'impossible retour à « l'apprentissage normal » des programmes, il faut l'annonce immédiate de l'annulation des examens prévus dans les prochaines semaines (DNB, CAP, Bac, BTS) : ce serait un sujet d'angoisse de moins pour les élèves, leurs parents et leurs enseignantEs. Ce serait le minimum de l'égalité devant les examens entre les élèves qui n'ont pas eu le même accès aux apprentissages depuis un an et demi. Il faut aussi supprimer toutes les modalités d'évaluation des enfants en primaire, qui n'ont pas d'autre finalité que de leur inculquer dès la maternelle la compétition individualiste. Et repenser les manques de cette année et demie, en s'appuyant sur le temps long des cycles, à l'inverse des injonctions permanentes.

Revendiquer des moyens immédiatement

Et comme il est prévisible que, d'ici septembre et la prochaine rentrée scolaire, le virus et ses mutations n'auront pas miraculeusement disparu, il faut commencer par exiger que le ministère mette directement à la

poubelle le dispositif de rentrée prévu avec ses 1 800 suppressions de postes dans le second degré, des fermetures de classes en primaire dans des zones d'éducation prioritaire...

Alors que nous sommes en période de concours, il faut augmenter massivement le nombre d'admissions, titulariser sans conditions les contractuelEs afin de pouvoir assurer partout des diminutions d'effectifs élèves dans les classes. Il n'est pas normal de sacrifier la moitié de la scolarité parce qu'il n'y a pas unE profE devant chaque groupe d'élèves. Il faut pouvoir assurer le remplacement des enseignantEs absents sans entasser les enfants dans des classes au mépris des risques du brassage et des apprentissages. Pour assurer ce recrutement à la hauteur des besoins, un plan de revalorisation des salaires pour l'ensemble des personnels de l'éducation, enseignants, vie scolaire, médico-sociaux, est indispensable.

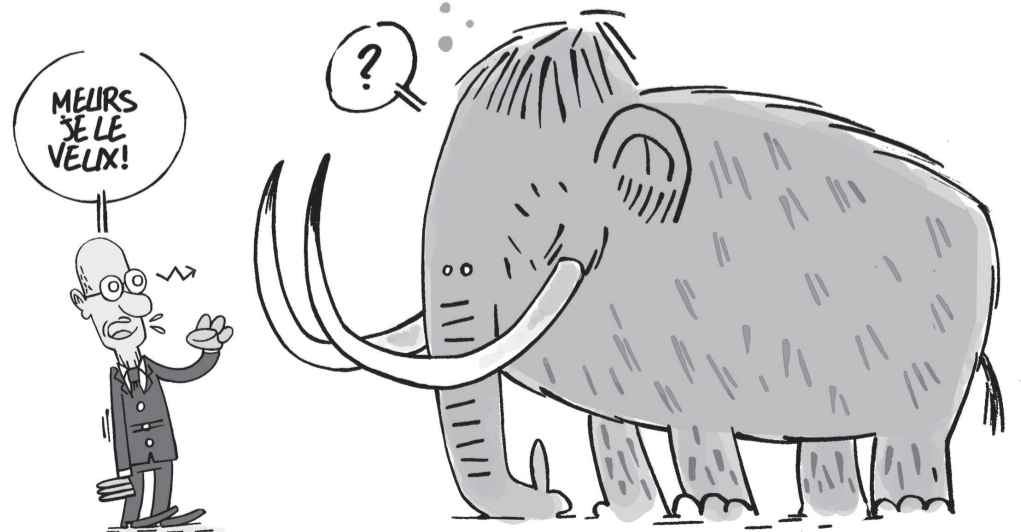
Il faut enfin chercher et trouver des locaux permettant d'accueillir les classes à effectifs réduits, embaucher les personnels de vie scolaire et d'entretien pour assurer des conditions sereines et une hygiène sanitaire adaptée. Pour cela il faut répondre aux revendications des personnels de vie scolaire mobilisés tout au long de l'année pour exiger « l'accès à la titularisation par la création du métier d'Éducateur scolaire pleinement intégré à la communauté éducative, des conditions de travail décentes, et un salaire à la hauteur de nos missions. »² Et last but not the least : la mise en place de groupes de travail pour refonder les programmes et remplacer la réforme du Bac général et technologique, de la voie professionnelle : une réforme à dégager, avec Blanquer.

L'ensemble de ces revendications d'urgence sont indispensables pour ne pas imposer à la jeunesse le chaos d'une troisième année scolaire sous Covid. C'est ce qui devrait au plus vite se discuter dans les salles de profs mais aussi dans les structures syndicales.

Cathy Billard

1 – « Avoir 15 ans en 2021 », France Inter, 31 mars 2021.

2 – Appel à la grève des AED le 22 mars.



CHARMAG

AUTOMOBILE

Grève pour une durée indéterminée à la SAM

« Nous n'avons pas d'autre choix que de durcir le mouvement » expliquent les délégués CGT de l'usine de la SAM dans le bassin de Decazeville. Le blocage de la production pour une durée indéterminée a en effet été décidé le mercredi 14 avril pour être effectif le lendemain.

A lors que le blocage de l'usine devait être effectif le jeudi à 5 heures du matin, des salariéEs ont, dès la fin de la journée du mercredi, spontanément décidé d'un blocage du parking de la direction et ont demandé au directeur du site et à la responsable RH de quitter l'usine, ce à quoi ils ont obtempéré.

Toute une usine en grève

Des piquets de grève sont en place. S'ils ont bien sûr pour fonction de s'assurer qu'aucune pièce n'arrive et ne sorte de l'usine, ils ne sont pas nécessaires pour convaincre les salariéEs car ce mouvement est vraiment celui de toute une usine. Autre activité utile des piquets de grève : recevoir et discuter des témoignages de soutien portés sur place par salariéEs et population de tout le bassin industriel.

La colère a des motifs très concrets de monter. Depuis des mois les salariéEs de la SAM sont baladés par trois interlocuteurs, chacun d'entre eux se défaussant sur les autres : Renault devenu le seul donneur d'ordre de la SAM, le gouvernement actionnaire de référence de Renault, et un seul repreneur encore en lice jusqu'à ces derniers jours.

Un repreneur qui se défausse

Le groupe espagnol CIE, absent de la table ronde qui a eu lieu à Rodez le 11 mars avec les délégués du personnel, le gouvernement et Renault, n'a rien voulu changer à son projet initial de reprise de seulement 150 salariéEs sur 365. Faute d'acceptation de son ultimatum, le groupe espagnol a retiré sa proposition de rachat. Et Renault fixe maintenant des conditions vis-à-vis d'un nouveau repreneur, et exige que ce soit un grand groupe industriel. Quant au gouvernement, il a laissé la députée LREM accepter, seule parmi tout le personnel politique régional, le plan de liquidation proposé par CIE Automotiv.

Fermetures, ventes et faillites d'usines se multiplient dans toutes les activités de fonderie pour l'industrie automobile. Les résistances y sont d'intensité inégale. Ceux et celles de la SAM sont engagés dans une résistance opiniâtre. Le soutien le plus utile à leur apporter, c'est l'engagement de luttes similaires dans les usines visées par les mêmes attaques. Voilà la tâche des organisations syndicales, du terrain aux sommets des fédérations de la métallurgie et des confédérations : c'est ainsi que peut se construire un véritable tous ensemble pour gagner.

NPA auto-critique, correspondant Aveyron

AUTOMOBILE Mobilisation contre la « Renaultution »

Arrivé depuis plusieurs mois aux commandes de Renault, Luca de Meo n'en finit pas de se gargariser de sa « Renaultution » dans les médias. Un terme ronflant qui cache une restructuration de grande ampleur avec des milliers de suppressions d'emplois et des fermetures de sites en France et dans le monde.

D ans ce grand dessein, le rôle de la France n'est plus de produire des bagnoles sur place – les salariéEs n'y seraient pas assez compétitifs – mais « de produire de l'innovation, de la tech et de la valeur ajoutée ». Ce qui n'empêche pas la direction de Renault de procéder parallèlement à la saignée des effectifs dans les secteurs de l'ingénierie/tertiaire. Les attaques ont suscité la colère des salariéEs qui ont été nombreux à débrayer à Lardy, Aubevoye

et Guyancourt au cours des dernières semaines.

Chute des effectifs aux fonderies

Évidemment, ils ne sont pas les seuls visés par ces sales coups. Ce sont aussi les salariéEs des équipementiers et des sous-traitants qui subissent la baisse constante des effectifs et les fermetures de sites. Ainsi dans le secteur des fonderies, qui dépend exclusivement de deux donneurs d'ordre, Renault et PSA, ce sont pas moins de 40 %

BIG DATA Oligopole, data centers et pollution numérique : le débat qui devrait avoir lieu

A ubervilliers, Saint-Denis, La Courneuve, Pantin : c'est ici, sur les friches abandonnées des anciennes zones industrielles, que se concentrent plus d'un tiers des capacités françaises de stockage des données numériques (123 installations étaient recensées en 2019).

Le big data et les risques de la dématérialisation

On associe souvent les processus de dématérialisation à une démarche éco-responsable. En réalité, le modèle du cloud computing, l'informatique « en nuages », implique que le stockage et le calcul effectués par les ordinateurs migrent vers de gigantesques centres de traitement contrôlés par l'oligopole d'Internet. La mise en données de l'ensemble des paramètres du monde et de la vie humaine (générant les big data) ne va pas de soi et pose de nouveaux problèmes énergétiques et environnementaux.

Selon l'estimation d'ERDF, un centre de données nécessite en moyenne 20 mégawatts, soit l'équivalent d'une ville de 20 000 habitantEs. Son passé industriel, sa proximité avec Paris et la connexion avec l'Europe du Nord, où se situent les points névralgiques du web européen, font de l'Île-de-France un lieu stratégique pour les investissements dans l'industrie hi-tech et le cloud.

Une étude menée en 2019 sur l'impact spatial et énergétique des data centers soulève plusieurs points problématiques autour desquels devraient être alertés les habitantEs de ces territoires. Consommateurs d'espace et peu pourvoyeurs d'emplois, ces centres de stockage peuvent mettre en péril la pérennité du système électrique local, créer des frontières urbaines infranchissables, des problèmes liés aux ondes, à la sécurité du stockage du fioul, à l'artificialisation

des sols et à la production de chaleur. Pour ce qui est des dépenses énergétiques, l'expertise souligne que les data centers pourraient représenter 13 % de l'électricité mondiale en 2030, chiffre qui monte à 51 % pour le secteur informatique dans sa totalité (réseaux, data centers et terminaux informatiques), soit l'équivalent de 4 400 réacteurs nucléaires¹.



des sols et à la production de chaleur. Pour ce qui est des dépenses énergétiques, l'expertise souligne que les data centers pourraient représenter 13 % de l'électricité mondiale en 2030, chiffre qui monte à 51 % pour le secteur informatique dans sa totalité (réseaux, data centers et terminaux informatiques), soit l'équivalent de 4 400 réacteurs nucléaires¹.

Penser un système de stockage décentralisé et territorialisé

Sans nier les progrès apportés par les infrastructures numériques, cette étude nous alerte sur l'importance de pondérer nos choix dans le futur et de ne pas tomber dans le solutionnisme technologique promu par l'idéologie capitaliste de la Silicon Valley. Dans l'essai de R. Barbrook et A. Cameron, celle-ci est décrite comme une fusion étrange entre la culture bohémienne de San Francisco et le mythe du libre marché propulsé par les industries hi-tech de la Silicon Valley².

Cet amalgame entre deux entités contraires se fonde sur l'utopie digitale, la foi déterministe dans le potentiel émancipateur des technologies de l'information et de la communication.

Le débat autour des data centers doit donc être relié à la critique du capitalisme et de l'actuelle gouvernance d'Internet, et devrait stimuler une réflexion autour du rôle que pourraient jouer les acteurs associatifs, militantEs et celles et ceux issus de la société civile dans la territorialisation des centres de stockage et la démocratisation des technologies de l'information. La promotion d'une société écosocialiste encourage en effet en même temps une conception émancipatrice de la technologie qui devrait régir les logiques d'usage et de développement des plateformes et des infrastructures numériques. Les problèmes des data centers sont en effet avant tout liés à une logique du profit et aux tendances à la concentration monopolistique du secteur qui ne répondent pas aux demandes des territoires en matière de connectivité, d'emploi et d'intégration dans la « société numérique ».

Les Big Tech (venant souvent des États-Unis et de la Chine) imposent leur loi dans des territoires ruraux ou périurbains où les conditions de la négociation et du débat, quand celles-ci se

réalisent, sont asymétriques et toujours très désavantageuses pour les populations locales. Les caractéristiques propres à l'oligopole contrôlant les principaux services de l'Internet et les données de milliards de personnes et entreprises constituent donc une menace qui pèse à la fois sur la viabilité de la forme démocratique ainsi que, au moyen terme, sur la survie de la planète. Comme dans le cadre de la production agricole, une architecture numérique décentralisée et un internet distribué, territorialisé et organisé autour d'un système de stockage de plus petite échelle devrait se poser de façon urgente dans l'espace public. Cela implique de commencer à prendre au sérieux les propositions autour d'une régulation décentralisée de l'Internet comme celle défendue, entre autres, par l'association la Quadrature du Net permettant la mise en place de petits hébergeurs et le développement d'alternatives aux GAFAM et à leur monde.

Hélène Marra

1 – Cécile Diguët et Fanny Lopez, « L'impact spatial et énergétique des data centers sur les territoires », Rapport Ademe, 2019. Synthèse. En ligne www.ademe.fr/mediatheque.

2 – D. Barbrook et A. Cameron (1996), « The Californian Ideology », peut être consulté ici : http://www.comune.torino.it/gioart/big/biggest/riflessioni/californian_engl.pdf

PLATEFORMES

LivreurEs nantais en lutte

Après avoir longtemps insisté pour rencontrer la mairie (mais surtout grâce à des pressions internes avec lesquelles les livreurEs conscients ont su admirablement composer), cette dernière s'est enfin décidée à rencontrer le 8 avril la délégation élue des Livreurs nantais en lutte. Mais l'espoir des livreurEs n'a été que de courte durée.

L es livreurEs sont mobilisés contre l'exploitation des plateformes mais aussi contre l'arrêté municipal (en application depuis le 8 mars) aggravant terriblement la précarité de leur situation en interdisant l'accès des zones piétonnes aux scooters thermiques. Après l'application de cet arrêté sans aucune concertation, ni des restaurateurEs ni des livreurEs, les Livreurs nantais en lutte n'avaient pas de grandes

attentes sur ces négociations. Néanmoins, le très mince espoir de rencontrer une mairie prête à discuter est vite retombé : ont été envoyés, pour discuter avec les livreurs, M. Thibaut Guiné et M. Baptiste Le Coz, deux servants de l'autorité municipale sans aucun pouvoir de décision. Avaient-ils des propositions à faire aux livreurs dont le quotidien est devenu un calvaire ? Non, absolument aucune. Alors même que la ville est sous couvre-feu

Pourtant les réactions ne manquent pas. Dans le bassin

Correspondants

HÔPITAL Le gouvernement joue encore la division et poursuit la casse de la santé

Encore une fois, le gouvernement joue la division. Les nouvelles grilles de salaire ne concernent pas tous les métiers de l'hôpital. Elles ne s'appliquent qu'aux professionnelles titulaires. Les contractuelEs sont exclus de ces augmentations, alors qu'ils et elles représentaient en moyenne 28 % des effectifs de la fonction publique hospitalière en 2016. Les agentEs de service hospitalier (ASH), assistantes sociales, personnels administratifs, ouvrierEs, etc., sont exclus de ces augmentations. Alors qu'ils et elles sont partie prenante du soin.

Endiguer les départs

Il s'agit de la seconde étape des accords signés l'été dernier entre certains syndicats et le gouvernement. Cette revalorisation complète l'augmentation de 183 euros net intervenue en 2020, qui divisait déjà les personnels. Ces augmentations ne s'avèrent importantes qu'après seulement 20 ans de carrière, une situation devenue exceptionnelle. À titre d'exemple, en fin de carrière, cela équivaudra à 650 euros d'augmentation pour une aide-soignante. Après 20 ans de carrière cela fera 335 euros

Alors que l'épuisement professionnel touche les paramédicaux et, plus généralement tout le personnel des hôpitaux, le gouvernement, dans le cadre du « Ségur », vient d'annoncer un certain nombre de revalorisations des grilles salariales à compter du mois d'octobre prochain pour plus de 500 000 soignantEs paramédicaux, fonctionnaires de la fonction publique hospitalière.

d'augmentation. Une infirmière en fin de carrière aura 536 euros d'augmentation. Après 20 ans de carrière cela lui fera 461 euros de plus.

Certaines catégories d'agentEs médico-sociaux percevront enfin les 183 euros d'augmentation à compter de juin (avec un an de retard). Là encore, tous les métiers ne seront pas concernés.

Ces augmentations inégalitaires ont plusieurs objectifs. Elles sont d'abord destinées à endiguer la fuite des paramédicaux. En effet, l'urgence reste le manque de personnel. Les démissions se multiplient ; 12 000 départs d'infirmières et d'aides-soignantes entre janvier et septembre 2020. À tel point que les directions bloquent les autorisations de démissions et les mises à disposition.

Elles visent également à combler la différence de salaire entre les infirmierEs françaises et leurs

collègues européennes. Les infirmierEs hospitaliers français perçoivent une rémunération inférieure de 5 % au salaire moyen en France. En Allemagne, unE infirmierE gagne 13 % de plus que le salaire moyen, en Espagne 28 % de plus. Au Mexique, la rémunération est presque le double du salaire moyen...

Vers des conflits massifs ?

On le sait bien, ces augmentations salariales, issues des mobilisations massives du printemps dernier, sont les bienvenues. Mais, telles quelles, en divisant les personnels des hôpitaux, du médico-social et du social, le gouvernement tente d'éviter des conflits massifs à la sortie de la crise sanitaire.

Car ce ne sont pas les raisons qui manquent. En six mois, il n'a pas été créé un seul lit de réanimation. Pire, de nombreux

lits ont été fermés depuis mars 2020 et de nombreuses fermetures de lits sont toujours prévues et actées par le gouvernement, les tutelles et les directions. L'autre volet du « Ségur » maintient sans état d'âme la marchandisation de la santé avec, notamment, l'amplification des hôtels hospitaliers, la coopération public/privé, la mise en place de lits transitoires pour faire face aux pics d'activité... Mais rien sur l'arrêt des fermetures de lits !

Des conflits sporadiques ont lieu dans certains établissements. Mais à ce jour, les rares journées d'action syndicales sont encore trop peu suivies. Alors, pas d'autres solutions que de continuer à se mobiliser, salariéEs, usagerEs, syndiquéEs, non syndiquéEs, collectifs, syndicats, dans l'unité, afin que nous soyons nombreuses et nombreux pour gagner.

CorrespondantEs

AUTORITARISME Contre le fichage et la répression antimanifestations, à Rodez le 4 mai

Le 12 mai 2020, des organisations et des militantEs de Millau appelaient à une mobilisation pour déconfiner les luttes sociales et politiques. 150 personnes se retrouvaient pour un rassemblement qui s'est transformé en manifestation. Puis, les amendes sont tombées... sans contrôle ni verbalisation !

Pour la première fois en France, la police s'est servie des images des caméras omniprésentes en ville pour verbaliser. Sur la base de ces images, les Renseignements intérieurs ont ciblé les animateurEs du mouvement social, qualifiés d'« ultra-gauche ».

Ce qui est reproché aux « amendéEs », c'est d'avoir participé à une manifestation non déclarée, et d'être connus de la police... justement comme participantEs à des manifestations. Quant aux camarades de la liste « Alternative écologique et anticapitaliste », dont les militantEs du NPA, ce sont les seuEs dont l'appartenance à un référent politique est indiquée. Depuis l'an passé, un collectif large rassemble les amendéEs et leurs soutiens, qui ont fait le choix d'une réponse politique aux attaques. Amnesty International a cité le cas dans son rapport de l'an passé. Des articles dans la presse nationale ont rapporté la situation. Quant au décret interdisant tout rassemblement de plus de 10 personnes sur la voie publique, il a été purement et simplement retoqué par le Conseil d'État peu de temps après.

Nous ne lâcherons rien !

L'État s'acharne contre les militantEs ! Alors que le combat allait s'enclencher contre les violences policières, contre le projet de loi « Sécurité globale », contre les attaques sur l'assurance chômage et la liquidation des « non-essentiels », les forces de répression ont tout fait pour affaiblir les luttes et nous faire peur. Mais cela ne fonctionne pas : nous sommes là, motivéEs et prêtEs à nous battre pour le droit inaliénable de manifester, de nous exprimer dans la rue, et de faire front contre toutes les mesures antisociales, réactionnaires et sécuritaires de Macron et du patronat. Plus que jamais, le front commun de nos résistances est à l'ordre du jour, et se cristallise dans l'occupation du théâtre de la Maison du peuple depuis cinq semaines.

Les camarades qui ont contesté les amendes sont convoqués au tribunal de police mardi 4 mai à 14 h. Nous préparons une mobilisation de soutien à la mesure de l'attaque politique subie.

Nous revendiquons nos actions, nos luttes, et nous ne céderons pas ni ne courberons l'échine. Alors que le mouvement social et le courant anticapitaliste sont visés, nous ferons le procès de la répression et de l'État autoritaire. Ce procès sera une tribune pour les revendications en cours, à l'échelle locale et au-delà. À Rodez, nous n'oublions pas que d'autres camarades passeront bientôt en jugement pour avoir manifesté, et nous nous rappelons que les combats pour la Bosch et la Sam sont aussi à gagner !

Correspondant Millau

RÉPRESSION À Saint-Nazaire, exprimer une opinion serait un délit

Depuis le mouvement des Gilets jaunes et l'état d'urgence sanitaire, de nombreux militantEs ont été contrôlés et verbalisés lors des manifestations. La majorité municipale socialo-macroniste apporte sa petite pierre à l'édifice de l'autoritarisme en exigeant le licenciement d'une militante active des Gilets Jaunes nazairiens.

Dans un communiqué commun, les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires, et les associations Attac, LDH, la Libre Pensée, le Mrap et le Mouvement de la paix expliquent :

« Le 24 mars dernier, une salariée de l'Agence départementale de Prévention spécialisée (ADPS), a été informée de la rupture de son contrat de travail pendant la période d'essai.

Le motif donné à l'entretien préalable n'est pas une faute professionnelle ou des défaillances dans la tenue de son emploi mais pour



« délit d'opinion » : "les motifs qui conduisent à envisager une telle mesure tiennent à vos prises de position publiques à l'occasion des actions et manifestations

en particulier par le collectif la Maison du peuple de Saint-Nazaire et le mouvement des Gilets jaunes... "[...]

L'ADPS l'a embauchée en tant que cheffe de service sur Saint-Nazaire le 8 février 2021, avec une pleine connaissance de son engagement militant. Mais des élus de Saint-Nazaire ont fait savoir à sa direction que la salariée ne serait plus acceptée dans les instances pilotées par la ville. L'agence étant dépendante de subventions publiques du Conseil départemental et de 4 communes, dont Saint-Nazaire, on ne peut que constater

qu'elle s'est pliée à cette injonction et a choisi de mettre à la porte une personne tout en lui reconnaissant les qualités professionnelles pour occuper le poste. [...]

À l'occasion de l'audience au tribunal administratif le 26 avril, des rassemblements de soutien auront lieu :

- À 11 h devant la mairie de Saint-Nazaire
- À 13 h devant l'ADPS, 1 rue Julien-Videment à Nantes, pour se rendre à 14 h devant le tribunal administratif, 6 allée de l'Île-Gloriette.

Correspondants

thermiques pour l'achat de scooters électriques neufs (dont la production est destructrice pour l'environnement) n'aura aucune conséquence sur ce fait-là. La mairie dite « socialiste » cherche seulement à s'acheter une vitrine écolo-bobo sur le dos des travailleurEs les plus précaires n'ayant que ce revenu pour nourrir leur famille, opposant ainsi la lutte pour la défense de la vie sur Terre à celle de l'intérêt des travailleurEs. Une honte sans nom. La mairie leur avait promis un retour rapide après étude de leurs revendications. Les deux courriers des livreurs sont restés jusqu'ici lettre morte.

La lutte continue et se durcit

Sans mauvaise surprise, les livreurEs restent donc sur leur faim, mais ne se laissent pas abattre. Ils et elles ont su aussitôt trouver le soutien de pas moins

de dix organisations politiques et syndicales (UCL, Féministes révolutionnaires Nantes, Solidaires 44, CGT 44, Nantes en Commun, Lutte ouvrière, NPA, Ensemble!, La France insoumise Nantes, et la SCALA) qui ont signé un communiqué unitaire le 12 avril pour affirmer leur soutien à la lutte des livreurEs contre les plateformes, dénoncer l'arrêté municipal ainsi que l'attitude hypocrite de la mairie lors des pseudo-négociations du 8 avril. Le collectif des Livreurs nantais en lutte a tenu une conférence de presse le 15 avril et a invité ses soutiens à venir s'exprimer publiquement. La presse est venue nombreuse et l'événement a été une réussite.

Grâce à leurs soutiens, les Livreurs nantais en lutte espèrent pouvoir trouver les fonds pour attaquer juridiquement la légalité de l'arrêté municipal qui empêche des travailleurEs d'exercer leur travail alors



qu'il n'y a eu aucune concertation préalable, ni délai de transition accordé ; mais aussi attaquer les plateformes de livraison de repas pour travail dissimulé afin d'obtenir une salarisation de l'ensemble des coursierEs sur le territoire français.

Les dernières condamnations des plateformes dans les tribunaux des différents pays d'Europe (Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Pays-Bas...) leur donnent l'espoir de trouver justice pour leur condition.

CorrespondantEs

à partir de 19 h, la mairie n'a pas voulu céder sur la revendication d'ouverture du créneau horaire pour les livraisons entre 19 h et 22 h qui aurait permis aux livreurs de respirer un peu.

Une hypocrisie qui ne dupe pas les livreurs

Mais les livreurEs ne sont pas dupes et ils et elles ont bien conscience de l'hypocrisie des arguments avancés par la mairie. Une question de sécurité ? Les scooters électriques, pourtant beaucoup plus dangereux car on ne les entend pas, sont autorisés. Une question d'environnement ? Les livreurEs ont parfaitement conscience des enjeux écologiques. Pour nombre d'entre eux, migrants en France, leurs familles restées au pays sont d'ailleurs les premières touchées par les sécheresses, et en outre l'interdiction des scooters

IL Y A 150 ANS **Des livres sur la Commune**

Une sélection non exhaustive de livres (essais, romans graphiques, polars, BD...) à l'occasion de la commémoration des 150 ans de la Commune de Paris.

Roman graphique

Louise Michel, la Vierge rouge, de Marie et Bryan Talbot

Éditions la Librairie Vuibert (2016), 144 pages, 19,90 euros. Traduit de l'anglais par Basile Béguerie.

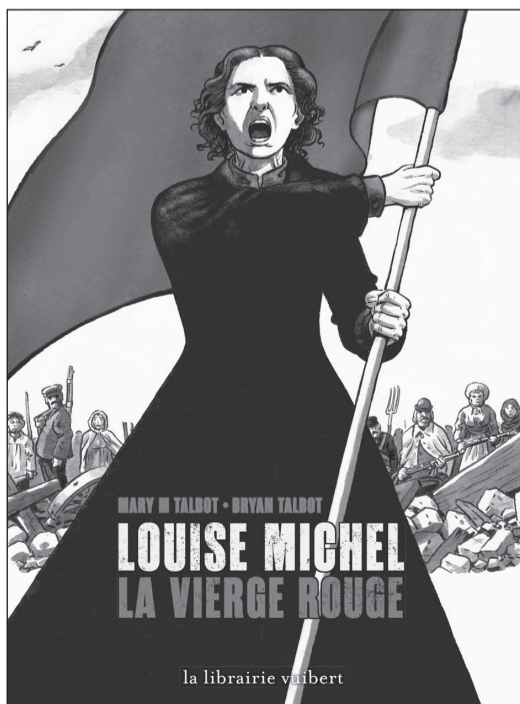
Dans ce roman graphique saisissant, publié par la Librairie Vuibert, Mary et Bryan Talbot retracent l'histoire de Louise Michel. La bande dessinée nous transporte dans le magnifique désordre de la Commune de Paris de 1871 jusqu'aux insurrections des Kanak en Nouvelle-Calédonie que la communarde, déportée après la chute de la République sociale, a soutenues. Malgré ses requêtes, elle n'avait pas été exécutée parce que femme. Le roman s'ouvre avec l'arrivée de Charlotte Perkins Gilman à la gare de Lyon en 1905, le jour des funérailles de la Vierge Rouge, avec laquelle elle partage le travail précurseur sur le féminisme et la passion pour le roman utopique. L'écrivaine étatsunienne nous accompagne tout au long du récit.

Symbole immortel du désir de révolution

On plonge ensuite dans un Paris assiégé par la Prusse et ravagé par la pauvreté. Nous sommes le 9 décembre 1870. Les quartiers pauvres du nord, Montmartre, Belleville et la Villette, rêvent d'une révolution sociale depuis des années. Ce besoin devient de plus en plus urgent pour Louise Michel qui préconise une science au service de l'égalité et du progrès humain et des formes d'autogestion et de gouvernement du peuple. Puis, le 18 mars 1871, elle participe activement à l'insurrection contre le gouvernement de Thiers qui voulait récupérer les armes restées dans la ville après la défaite avec la Prusse. On savoure alors chaque instant de ce moment décisif où la Garde nationale fraternise avec le peuple et prend le contrôle de la ville. Dix jours après l'insurrection, la Commune est officiellement proclamée.

Institutrice, ayant refusé de prêter serment devant Napoléon III, Louise harangue les foules avec ses discours sur les droits des femmes, l'éducation comme moyen d'émancipation et la nécessité d'abolir la propriété privée. Le 16 avril, la Commune publie un décret qui permet de réquisitionner les ateliers parisiens inutilisés et de les transformer en coopératives industrielles. Les immeubles vacants sont utilisés pour héberger les sans-abris, les dettes des foyers en difficulté sont effacées. Mais cette ferveur est matée dans le sang par l'armée de Versailles qui brise temporairement le rêve de la Commune sans pour autant en effacer l'idéal révolutionnaire. La brève vie de la Commune constitue un laboratoire toujours actuel pour penser une société égalitaire où les femmes et les hommes prennent en main leurs affaires et refusent la soumission à l'ordre établi. Préparant le terrain pour les mouvements socialistes, anarchistes, féministes et décolonialistes à venir, Louise Michel devient le symbole immortel de ce désir de révolution.

Hélène Marra



Essai

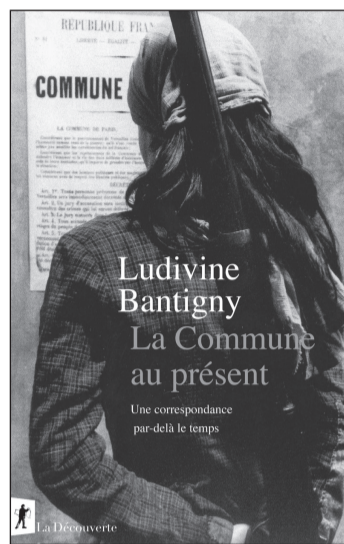
La Commune au présent, de Ludivine Bantigny

La Découverte (2021), 400 pages, 22 euros.

Dignité, justice sociale, partage du travail, égalité, rapport renouvelé à l'art, à l'éducation, à la culture et au quotidien... C'est tout cela, la Commune de Paris, une expérience révolutionnaire à bien des égards inouïe : pour la première fois, des ouvriers, des ouvrières, des artisans, des employés, des instituteurs et institutrices, des écrivains et des artistes s'emparent du pouvoir. Comme l'écrit Rimbaud qu'elle enthousiasme tant, la Commune entend vraiment « changer la vie » par des « inventions d'inconnu ». Ses protagonistes sont des femmes et des hommes ordinaires qui créent de l'extraordinaire, non seulement en l'imaginant mais en le mettant en pratique.

La Commune vivante et présente

C'est de leur expérience si actuelle que part ce livre, sous une forme originale : il est composé de lettres adressées à ces femmes et ces hommes comme s'ils et elles étaient encore en vie et comme si on pouvait leur parler. Ces lettres rendent la Commune vivante et présente, par un entrelacement des temps. L'ouvrage s'appuie sur un vaste travail d'archives et de nombreux documents, le plus souvent inédits : correspondances, débats, projets, procès... Il offre aussi au regard plus



de cent photographies qui s'égrènent tout au long de ses pages, images d'époque et images d'aujourd'hui, comme un télescopage entre passé et présent.

L'événement reste de par le monde une source d'inspiration, car il permet de réfléchir à l'émancipation, aux solidarités et aux communs. Il nous concerne toutes et tous, de manière plus brûlante que jamais, et demeure évocateur par les espoirs et les projets qu'il porte. Tant il est vrai que « la Commune n'est pas morte ». **Présentation éditeur**

Roman graphique

Les Damnés de la Commune, de Raphaël Meyssan

Delcourt, 3 tomes (2017-2019), 23,95 euros l'album.

Les Damnés de la Commune de Raphaël Meyssan est tout simplement magistral. C'est un véritable tour de force historique, narratif, visuel et politique.

Un tableau extrêmement vivant de l'époque

Point de départ, l'auteur part à la recherche d'un obscur communard du nom de Lavalette ayant habité son immeuble 150 ans plus tôt. À partir de cette quête, il parvient à raconter la Commune dans toute son épaisseur : tous les grands épisodes séquentiels de la période s'y trouvent, agrémentés de focus judicieux sur les débats qui traversent les camps en présence, le tout incarné à chaque étape par les trajectoires individuelles de quelques personnages bien choisis. Un deuxième fil rouge, le récit d'une communarde, Victorine B, permet de donner à la narration un centre de gravité ancré dans l'imaginaire de ceux d'en bas, des femmes de surcroît, loin des habituels récits autour des « grands hommes » (ou des quelques femmes illustres qui purent s'imposer). En convoquant de multiples autres sources de première main, l'effet « choral » du récit dresse un tableau extrêmement vivant de l'époque, telle qu'elle se voyait elle-même. De même, en s'ancrant comme personnage enquêtant depuis son époque, l'auteur donne au récit une

puissance d'actualisation incroyable : par quelques traits d'humour bien sentis ou le partage de son rapport émotionnel au Paris communard, il invite les lecteurEs à penser les chemins par lesquels l'histoire de la Commune habite encore notre monde.

Un véritable travail d'orfèvre

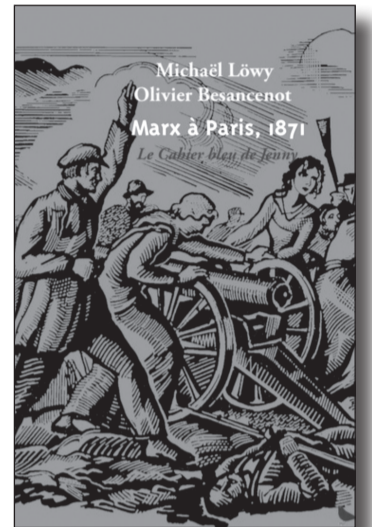
Formellement, son dispositif est apparemment simple, n'utiliser comme illustrations que des gravures d'époque. Là où cela devient un véritable travail d'orfèvre, c'est surtout dans le traitement visuel, dans la mise en scène de ces gravures, découpées, recadrées, réagencées en plans, « vignettées » dans un traitement graphique par lequel s'exerce le regard de l'auteur. Très cinématographique dans sa forme, le traitement visuel mobilise tout en finesse des jeux de montage qui scandent la narration et lui donne un souffle épique. Bref, le résultat est époustouflant. On passe par toute une palette d'émotions en lisant les trois tomes. Ce livre parvient à rendre accessible l'histoire de la Commune en en mettant l'âme et la substance à la portée de chacun, là où nombre de travaux d'historiens, malgré la quantité d'informations qu'ils rapportent, la maintiennent irrémédiablement à distance. « Vive la Commune ! » **CP**

Essai

Marx à Paris, 1871 : le cahier bleu de Jenny, d'Olivier Besancenot et Michael Löwy

Éditions Manifeste! (2021), 140 pages, 15 euros.

« Il s'agissait de trouver quelque chose de parlant, d'original, pour mettre en scène la réflexion de Marx sur la Commune de Paris. Nous avons donc imaginé ce voyage clandestin, improbable, de Marx, emmené par sa fille Jenny, au sein de la Commune elle-même, avec des rencontres avec quelques-unes de ses personnalités, pour mettre en situation la réflexion politique de Marx sur la Commune. C'est en fait remarquable de constater à quel point cette réflexion s'est faite à chaud. Une réflexion pertinente à chaud (*L'Appel à l'Internationale, la Guerre civile en France*), mais aussi un questionnement politique, stratégique, global. C'est une des grandes forces de Marx : être capable de comprendre que du jaillissement des événements eux-mêmes peut naître un processus d'émancipation qu'on n'a pas forcément imaginé sur le papier, dans des clubs de réflexion, ou même dans les bureaux de l'Internationale. Les écrits de Marx sur cette fameuse force d'émancipation enfin trouvée quand il parle de la Commune sont extrêmement avancés par rapport à toute une série de secteurs du mouvement ouvrier, du mouvement révolutionnaire, avec même des intonations parfois plus libertaires que celles de certains libertaires. Une réflexion sur l'émancipation, sur la confrontation à l'appareil d'État, sur la nécessité de construire des formes de souveraineté politique, démocratique... »



Pour le choix des personnages rencontrés, on n'a pas fait de casting, on l'a fait d'instinct je crois. Comme à chaque fois qu'on écrit ensemble, on s'est partagé les chapitres Michael et moi, et puis les noms se sont imposés, se sont additionnés... La question qu'on s'est posée, car c'est la limite du genre, c'est le risque de refaire une histoire de la Commune un peu trop « par en haut », avec des noms que l'on connaît déjà. Mais ce qui nous a guidés, c'étaient les écrits de Marx sur la Commune, donc on était obligés de suivre le fil des relations politiques que Marx avait, souvent à distance, à l'époque, et donc de le faire discuter avec ces personnalités. » **Olivier Besancenot (propos recueillis par Julien Salingue)**

Polar

Dans l'ombre du brasier, de Hervé Le Corre

Rivages/Noir (2020 pour la version poche), 560 pages, 10 euros.

Ce n'est pas parce qu'Hervé Le Corre a participé, en 2018, au recueil de textes en soutien à la lutte des « Ford » que nous faisons de la publicité à son dernier livre. C'est tout simplement parce que c'est un roman palpitant !

Enquête policière pendant la Commune

Bon, il n'est pas marrant : une histoire sordide d'enlèvement de jeunes filles, de meurtres, de meurtriers. Et puis cela se passe durant la Semaine sanglante, à la fin de la Commune de Paris. En lutte à distance contre les trafiquants, Antoine, commissaire de police élu par la Commune, va tenter de mener son enquête pour retrouver Caroline, une infirmière volontaire qui soigne les soldats blessés, enlevée plusieurs jours auparavant. Et puis il y a Nicolas, l'amoureux de Caroline, soldat de la Garde nationale, défenseur de la Commune sur les barricades. En cette dernière semaine de mai 1871, les soldats versaillais avancent, bombardent au canon, tirent à la mitrailleuse, détruisent les quartiers, tuent celles et ceux qui tiennent les barricades. L'espoir d'un monde meilleur et l'idéal révolutionnaire sont en train de tomber. En même temps, il s'agit de sauver une jeune femme, d'arrêter des assassins.



Le livre se déroule sur une durée de 11 jours, l'enquête avance difficilement pendant que les communards reculent rapidement. Nous sommes dans le suspense de l'enquête, avec l'espoir que Caroline soit sauvée et, en même temps, on vit la triste fin de la Commune. Ce polar permet de vivre en direct, presque comme si nous y étions, la fin d'une formidable expérience historique. On sait que cela finit mal pour les communards mais qu'en sera-t-il pour nos personnages auxquels on s'attache vraiment ? **Philippe Poutou**

Exposition

Au moment où, avec l'appui public du Premier ministre Netanyahu, des partis ouvertement racistes et homophobes font leur retour en force à la Knesset (Parlement israélien), le Mémorial de la Shoah propose une exposition bienvenue sur un « Enjeu de mémoire, le destin des "triangles roses" qui a longtemps été invisibilisé. Grâce à de nombreux documents originaux, l'exposition rend compte du sort des homosexuels et des lesbiennes sous le régime nazi, entre stigmatisation, persécution et lutte pour la reconnaissance. »¹

En 2021, pour la première fois en France, un musée d'histoire, le Mémorial de la Shoah, va donc retracer de manière chronologique et thématique l'histoire de la persécution des homosexuels et lesbiennes sous le Troisième Reich en s'appuyant sur une riche sélection de documents pour la plupart jamais présentés en France. L'exposition est prévue pour ouvrir en présentiel en mai mais la librairie du musée et le centre de documentation sont d'ores et déjà ouverts.

Un long chemin pour l'émergence de la vérité

Longtemps tabou, le destin des « triangles roses » ne commença à être débattu publiquement qu'à la faveur du mouvement de libération gay et lesbien des années 1970. Les premières recherches historiques d'envergure pouvaient alors seulement commencer. Le début du 20^e siècle avait vu l'épanouissement d'une subculture homosexuelle dans les grandes

Homosexuels et lesbiennes dans l'Europe nazie

Mai 2021-février 2022 au Mémorial de la Shoah, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris IV^e.

capitales européennes (Berlin et Paris principalement) et la naissance des premiers mouvements militants. Malheureusement, les préjugés homophobes, relayés notamment par les discours religieux et médicaux, étaient fortement ancrés et l'homosexualité proscrite. Le discours nazi prit racine sur ce terreau fertile, avant de trouver sa concrétisation dans la mise en place d'un système répressif de plus en plus radical et meurtrier.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rares furent les hommes et les femmes à témoigner du sort qui leur fut réservé sous le régime nazi. En Allemagne, ils se virent même nier le statut de victimes, du fait notamment du paragraphe 175 du Code pénal allemand, criminalisant les relations sexuelles entre hommes, qui resta en vigueur après 1945. Il en fut de même dans la plupart des pays d'Europe et le sujet fut largement occulté.

Une persécution de masse au niveau du continent

Quelle fut la nature des persécutions ? Combien de personnes furent touchées ? Tous les homosexuels furent-ils visés ? Quel fut le sort des lesbiennes ? Quels furent les territoires concernés



par la répression, notamment en France ? S'appuyant sur une variété de documents, la plupart jamais présentés en France, cette exposition se propose de répondre à ces multiples interrogations en replaçant la persécution des femmes et des hommes homosexuels sous le régime nazi dans un cadre géographique large – même si l'Allemagne et la France sont privilégiées – et dans un temps long car l'homophobie était pratiquement la règle en Europe. Le paragraphe 175 ne s'appliquait qu'aux ressortissantEs du Reich, allemands et habitantEs

des territoires annexés, comme par exemple l'Alsace-Moselle. Le sort des homosexuelEs dans les pays alliés de l'Allemagne, comme l'Italie, ou occupés par elle, a pu différer de manière sensible sur le même fond d'horreur.

Sur près de 100 000 homosexuels fichés par le régime, 50 000 environ firent l'objet d'une condamnation ; entre 5 000 et 15 000 furent envoyés en camp de concentration, où la plupart périrent. Les lesbiennes restaient quant à elles hors du champ de la loi, sauf dans certains territoires, comme l'Autriche, et certaines furent déportées comme « asociales » ou « communistes ». Et bien sûr nombre de femmes et d'hommes homosexuelEs pouvaient être juifs, communistes, résistants mais parfois aussi sympathisants du régime nazi. L'exposition rend compte de tous ces parcours individuels et collectifs.

Un cycle de conférences, en prolongement de l'exposition, permettra d'approfondir ces différentes thématiques pour les inscrire dans le temps présent.

Sylvain Chardon

1 – Florence Tamagne, commissaire scientifique de l'exposition, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Lille, spécialiste de l'histoire de l'homosexualité.

Polar

L'hiver du commissaire Ricciardi, de Maurizio de Giovanni

Rivages/Noir, 272 pages, 8 euros. On conseille également le reste de la série.

Naples, mars 1931, l'hiver touche à sa fin mais un vent glacial souffle sur la ville. Au théâtre Royal San Carlo, lors de la représentation de *Cavalleria Rusticana* de Mascagni et *Paillasse* de Leoncavallo, le grand ténor Arnaldo Vezzi, ami de Mussolini, est retrouvé égorgé dans sa loge. L'enquête est menée par le commissaire Ricciardi, bel homme étrange, silencieux et peu sociable. Il est issu de l'aristocratie italienne ; il aurait pu vivre de ses rentes mais a préféré étudier le droit et rentrer dans la police, il n'a pas d'autre ambition que sa volonté de rétablir la justice. Il a une particularité, qu'il vit comme une malédiction : il voit et entend les dernières pensées des individus morts violemment. Il est accompagné, pour toutes ses enquêtes, de son fidèle adjoint le brigadier Raffaele Maione, un homme honnête et dévoué.

Naples, une ville

L'hiver du commissaire Ricciardi est le premier roman d'une longue série. Maurizio de Giovanni décline les enquêtes policières au fil des saisons et des fêtes religieuses. Ce qui fait la particularité de ces romans est que toutes les intrigues



se passent à Naples, c'est elle la véritable héroïne des œuvres, « elle est la ville rassasiée et la ville affamée, la ville des fêtes et celle du désespoir ». Elle est la ville en mouvement, bouillonnante, où courent les « scugnizzi » (terme désignant les gamins pauvres de Naples) dans le dédale des rues sombres et insalubres des quartiers populaires, mais aussi celle de la grande bourgeoisie qui vit sur les hauteurs de la ville, qui

organise des réceptions luxueuses, qui fréquente les dignitaires au pouvoir, qui s'accommode parfaitement de l'arrivée au sommet de l'État des fascistes. Naples est la ville de la fracture sociale qui a pour frontière la rue Toledo.

Une société sous tension

L'ambiance est pesante, les corps souffrent des conditions météo, l'hiver est glacial, l'été étouffant, le printemps pluvieux, les plus pauvres souffrent de la faim, de la misère, des restrictions alimentaires, les plus riches de leur avidité, de leur orgueil. Le temps passe et les lecteurEs voient se mettre en place les lois fascistes, les opposants politiques sont surveillés, arrêtés, torturés. Personne n'est au repos. Le seul personnage qui permet une bouffée d'oxygène est, paradoxalement, le médecin légiste : il est du côté de la vie, il ne se résigne pas à vivre sous régime dictatorial, il se montre ouvertement antifasciste.

L'auteur dépeint une société violente, sous tension, dans laquelle il y a cependant quelques personnages qui ne sont pas des super héros mais qui dans leur vie quotidienne essayent de résister comme ils le peuvent.

Maurizio de Giovanni donne envie aux lecteurEs d'utiliser ses livres comme des guides touristiques et de partir à la découverte de Naples, d'aller vérifier si le quartier espagnol ressemble bien à la description qui en est faite, de s'attabler au café Gambrinus en dégustant une sfogliagelle, spécialité napolitaine et pâtisserie préférée du commissaire Ricciardi.

Béatrice Walylo

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

Roman

Tous tes enfants dispersés, de Beata Umubyeyi Mairesse

J'ai lu, 256 pages, 7,20 euros.

Un premier roman d'une jeune autrice rwandaise qui vit à Bordeaux depuis 1994. Trois voix se croisent. Trois voix qui crient le désespoir des survivantes du génocide. Trois voix qui tracent les espoirs tâtonnants de la reconstruction d'une identité rwandaise ancrée dans ce pays, sa beauté, la poésie de ses langues et de son imaginaire. Mais aussi des identités métissées brutalisées par les effets dévastateurs des dominations impérialistes dont les répliques ne cessent de percuter la vie des personnages.



Quête d'une identité individuelle et collective

Il y a Blanche, métisse tutsie et française, que sa mère a réussi à faire fuir in extremis en avril 1994 et qui a atterri à Bordeaux. Blanche rongée par la culpabilité d'avoir pu fuir parce que métisse, alors que dans sa génération toute sa famille a disparu. Blanche déchirée entre son attachement sensuel au pays dans lequel elle a grandi, à la langue qu'elle ne peut pas transmettre à son fils, et à la violence de la relation avec sa mère murée dans le silence alors qu'elle aurait besoin de sa parole pour renouer les fils de son histoire marquée par les secrets.

Immaculata la mère, la survivante. Elle a survécu au génocide, cachée par un intellectuel hutu qui participait pourtant aux massacres de Tutsis qu'il ne connaissait pas. Elle a survécu au fils qu'elle avait eu avec un Hutu opposant à ce qui deviendrait le pouvoir génocidaire. Un fils dont le suicide l'a rendu muette, écrasée par la culpabilité de ne pas avoir pu l'aider, lui qui avait combattu avec le Front patriotique rwandais contre les milices génocidaires. Mais la culpabilité de ne pas réussir à construire son identité c'est toute l'histoire de cette femme, grandie dans un Rwanda qui venait tout juste de conquérir son indépendance.

Et il y a Stockely, le fils de Blanche et de son compagnon médocain et antillais. Il doit son nom à l'admiration pour les Black Panthers d'un père en quête de son identité africaine.

On accompagne ses personnages si attachants, qui ont connu au plus profond la peur, la rancœur et la culpabilité, et qui pourtant ne sombrent pas. Des personnages qui donnent une incarnation aux souffrances d'un peuple et à la pénible reconstruction d'une identité individuelle et collective.

Cathy Billard

« Le travail est éminemment social, et il y a un phénomène de perte de sens, de perte de finalité »

Entretien avec Danièle Linhart, sociologue du travail.
Propos recueillis lors de l'émission L'Anticapitaliste du 14 avril dernier, en ligne sur notre site.

Comment la crise actuelle contribue-t-elle aux bouleversements, déjà en cours, de l'organisation du travail, avec entre autres le développement massif du télétravail ?

Ce qui s'est passé récemment, c'est que l'on a assisté à une généralisation du télétravail, ce qui n'est pas rien. Pendant le premier confinement, beaucoup de gens, jusque'à 40%, se sont retrouvés confinés chez eux, à télétravailler, c'est-à-dire face-à-face avec un ordinateur, loin de leur entreprise, de leurs collègues, de leurs managers. Et ce qui a beaucoup frappé les esprits c'est que, à ce moment-là, il y avait un espèce de grand enchantement, une grande satisfaction, les gens trouvaient que c'était quand même bien d'être chez soi, les médias s'en sont fait le relai et les employeurs se sont intéressés de très près à cette nouvelle forme de mise au travail. Ils se sont dit c'est vrai, il y a des avantages, et ont constaté que, même chez eux, les salariéEs travaillent en respectant leurs objectifs, tiennent leurs horaires, voire les dépassent, etc. Donc il y a eu, en quelque sorte, une valorisation de cette mise au travail. Et je crois que c'est intéressant de se demander pourquoi. En caricaturant un peu, on voit qu'il y avait deux raisons évidentes à la satisfaction des télétravailleurEs : la première, évidemment, c'est qu'ils étaient à l'abri de ce sale virus qui les attendait au coin de la rue et dans les transports en commun ; mais il y avait un autre aspect, très important, il y avait quelque part un besoin de fuir l'entreprise, de mettre de la distance, au sens propre comme au sens figuré, par rapport à un travail qui était loin d'être satisfaisant, et par rapport à des relations sociales dans l'entreprise qui elles aussi étaient loin d'être satisfaisantes. On a tendance à l'oublier mais, peu de temps avant la pandémie, on parlait beaucoup de souffrance au travail, on parlait beaucoup de burn-out, de risques psychosociaux, de suicides... Il y avait eu ce procès assez spectaculaire de France Télécom, avec l'accusation de harcèlement institutionnel. Et donc les salariéEs ont pu se dire que loin du travail, ils n'étaient pas si mal, chez eux, dans leur élément, etc.

Mais cela n'a pas duré...

Non, en réalité ce qui est apparu c'est que le fait d'être tout seul chez soi a exacerbé les dimensions les plus délétères du travail. Certes, le travail qui apparaissait, sur le lieu de travail, comme largement inspiré du Taylorisme, prescrit, avec des procédures, des protocoles, des process, des méthodologies, du reporting... donc avec une surveillance permanente, on n'avait pas de quoi en être très heureux. Mais



PATRICK NUSSBAUM

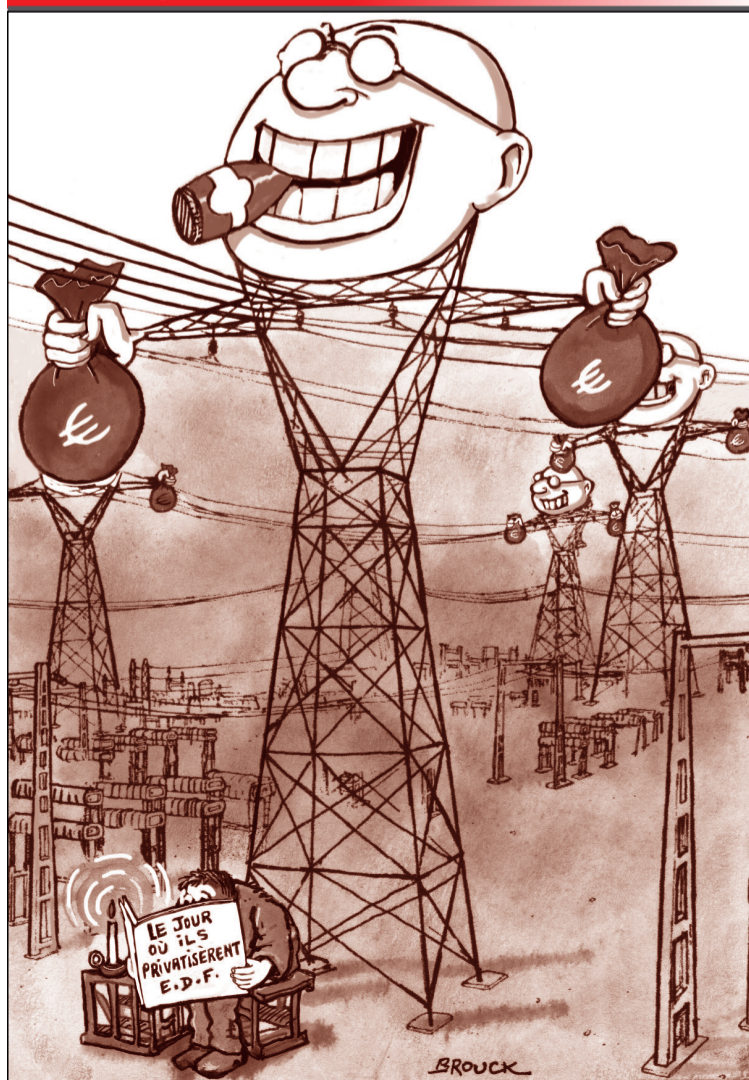
le télétravail, tout seul chez soi, est apparu, avec le temps, comme devenant de plus en plus formel, abstrait, et on s'est mis à ressentir de plus en plus un sentiment d'impuissance sur son travail, un sentiment de subordination, qui est au cœur de la relation salariale, mais de façon personnalisée, en ne voyant pas du tout comment sortir, tout seul dans son coin, de cette emprise, de cette domination managériale vous contrôlant dans la manière de travailler mais aussi par le reporting, etc. Et puis en ce qui concerne les relations sociales qui n'étaient pas très agréables, avec l'individualisation, la mise en concurrence des salariéEs les uns avec les autres, on s'est aperçu qu'être tout seul face à son ordinateur pendant des mois c'était encore pire, travailler étant tout de même travailler avec autrui, coopérer avec autrui, pour satisfaire un besoin pour autrui. Le travail est éminemment social, et il y a eu un phénomène de perte de sens, de perte de finalité et, au total, une exacerbation, par le télétravail, de toutes les dimensions délétères du travail que les télétravailleurEs avaient pu chercher à fuir. Le danger qui nous guette, avec ce qui est devenu, depuis le deuxième confinement, une demande de retour sur le lieu de travail, où au moins il y a les vrais gens, la vraie vie, où l'on voit ses collègues, ses managers, ses prestataires, ses clients, etc., c'est d'aller vers un « réenchantement » et que l'on ne remette pas en question le travail. Parce que c'est le travail qui est délétère, et que le patronat a tout fait depuis 20-30 ans pour que le travail ne soit pas un enjeu, ni sociétal ni politique, car ce ne serait qu'une affaire d'arrangement dans les entreprises.

« Ce que l'on voit aussi, c'est l'impact spécifique et particulièrement fort de la crise sur des travailleurEs sans réel statut, ceux que l'on appelle parfois travailleurEs « ubérisés ».

On connaissait déjà depuis quelque temps cette tendance patronale à dire « Oui, tout le monde n'est pas fait pour le salariat, le salariat peut être très dur, et il y a donc la possibilité d'être free lance, auto-entrepreneur, etc. ». Et on voit avec la crise comment le développement de ces situations généralise une situation de fragilisation, d'appauvrissement, absolument terrible. Mais il y a là aussi un danger : celui de dire, en opposition à ces situations, que le salariat est une

situation merveilleuse, qui met à l'abri, grâce à un code du travail protecteur, des garanties, etc. Nous sommes dans une phase où il y a une bataille idéologique à mener : pour montrer que le salariat est certes une bonne chose, en tant que mode collectif de mise au travail qui permet les luttes sociales, qui permet l'action collective et qui permet donc d'arracher des garanties, des droits et des protections... mais tout en contestant, en critiquant le travail salarié, qui est un travail subordonné, taylorisé, où l'on joue sur la mise en concurrence des unEs avec les autres, sur l'espèce d'aspiration narcissique à être le meilleur, le plus reconnu, le tout au détriment de tout le monde. Il faut être extrêmement prudent car nous sommes à une période où on rebat les cartes, et il faut essayer de pointer ce qui est important, ce que l'on veut garder, et ce qu'il faut remettre en question. Le salariat, c'est intéressant, c'est important, et il ne faut pas y renoncer, car comme je le disais, ça permet les luttes collectives, contrairement à l'atomisation. Mais l'organisation du travail et le management tel qu'il est pratiqué constituent une domination absolument délétère, à la fois pour la santé mentale et physique des salariéEs, pour la satisfaction des besoins réels des usagerEs et des consommateurs, et qui est en outre prédatrice pour les ressources de la planète. Il faut pouvoir mettre en jeu cette question de savoir à qui appartient le travail, est-ce que c'est à la société ou au capital.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

« DES POTIRONS, PAS DU BÉTON ! »

Une piscine olympique qui doit servir de bassin d'entraînement pour les athlètes des JO 2024 doit empiéter sur une partie de ces jardins ouvriers cultivés par des habitants. Plusieurs centaines de manifestants ont défilé dans la commune ce samedi pour protester contre ce projet. [...]
Au cœur de la contestation, un complexe de natation comprenant trois bassins (dont un de 50 mètres) avec salles de sport, saunas, hammams et un solarium. [...] Le projet, maintes fois remis au placard, a suivi les échecs des différentes candidatures de Paris aux Jeux Olympiques. En 2016, lorsque la commune voisine de Saint-Denis fut choisie pour accueillir les épreuves de natation, les défenseurs du projet déchantèrent à nouveau.

« Le Comité d'organisation des JO 2024 fit toutefois une fleur à Aubervilliers : en 2018, il lui promettait un bassin d'entraînement où s'échaufferaient les athlètes. Pas une piscine olympique, donc, mais un centre nautique tout de même, bâti autour d'un bassin de 50 mètres », explique ainsi la Métropole du Grand Paris.

Une fleur dont se seraient bien passées les associations qui dénoncent un projet non-adapté au territoire. « Il n'est pas normal qu'un événement éphémère, les JO, suppriment des jardins centenaires. C'est un patrimoine agricole et cela nuit à l'environnement. On est dans une période d'urgence climatique, le réchauffement climatique est là à Aubervilliers avec des canicules à répétition », [explique] Viviane Gribeau-Genest [jardinière et trésorière de l'association qui gère les jardins]. Selon le Collectif de défense des jardins ouvriers d'Aubervilliers, 1 hectare de jardins sur les 7 cultivés sont menacés (4 000 m² par le solarium et 6 000 autres pour la construction d'une gare du Grand Paris Express). Le collectif a lancé une pétition qui a réuni plus de 60 000 signatures et près de 4 000 euros ont été collectés pour organiser la lutte. [...]

Du côté de la mairie, on répond qu'il est « trop tard ». La maire (UDI) Karine Francllet estime que casser le marché public signifierait « 4,7 millions d'euros » de pénalités. Le modifier signifierait aussi du retard, « et là on est déjà très juste dans les délais », souligne-t-elle.

« À Aubervilliers, des habitants veulent sauver leurs jardins ouvriers centenaires », francetvinfo.fr, 17 avril 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---	---

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755
Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org